



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 24 NOVEMBRE 2021**

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes s'est réuni à la salle des fêtes des Bujoliers de Saint-Césaire, le 24 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON,
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Fabrice BARUSSEAU,
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS (sauf pour la
délibération n° 2021-204),
Monsieur Pacal GILLARD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON (sauf pour la
délibération n° 2021-195),
Madame Caroline AUDOUIN,
Madame Evelyne PARISI,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Gaby TOUZINAUD,
Monsieur Joseph DE MINAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur Raymond MOHSEN,
Monsieur David MUSSEAU,
Madame Mireille ANDRE,

Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Monsieur Michel ROUX,
Mme Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET,
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU,
Madame Sylvie BARDEY (à partir de la délibération
n° 2021-185),
Monsieur Laurent MICHAUD,
Monsieur Cyrille BLATTES,
Monsieur Philippe ROUET,
Monsieur Jean-Claude LANDREIN,
Madame Amanda LESPINASSE,
Monsieur Ammar BERDAI (sauf pour la délibération
n° 2021-201),
Monsieur Philippe CREACHCADEC (sauf pour les
délibérations n° 2021-202 et 2021-203),
Madame Charlotte TOUSSAINT (sauf pour les
délibérations n° 2021-211 et 2021-212),
Monsieur Joël TERRIEN,
Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Pierre DIETZ,
Monsieur Jean-Philippe MACHON,
Monsieur Rémy CATROU,
Madame Eliane TRAIN.

Monsieur Jean-Michel ROUGER donne pouvoir à Monsieur Jérôme GARDELLE,
Madame Claudine BRUNETEAU donne pouvoir à Monsieur Francis GRELLIER,
Monsieur Alexandre GRENOT donne pouvoir à Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,
Monsieur Bernard COMBEAU donne pouvoir à Madame Mireille ANDRE,
Monsieur Philippe CALLAUD donne pouvoir à Madame Véronique ABELIN-DRAPRON (sauf pour la délibération
n° 2021-195),
Madame Véronique TORCHUT donne pouvoir à Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Thierry BARON donne pouvoir à Madame Véronique CAMBON,
Madame Dominique DEREN donne pouvoir à Madame Evelyne PARISI,
Monsieur François EHLINGER donne pouvoir à Monsieur Joël TERRIEN,
Monsieur Laurent DAVIET donne pouvoir à Monsieur Ammar BERDAI (sauf pour la délibération n° 2021-201),
Monsieur Charles DELCROIX donne pouvoir à Madame Charlotte TOUSSAINT (sauf pour les délibérations
n° 2021-211 à 2021-212),
Monsieur Pierre MAUDOUX donne pouvoir à Monsieur Pierre DIETZ,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER donne pouvoir à Monsieur Jean-Philippe MACHON,

Mesdames Charlotte TOUSSAINT (pour les délibérations n° 2021-211 et 2021-212), Véronique ABELIN-DRAPRON (pour la délibération n° 2021-195), Céline VIOLLET, Florence BETIZEAU et messieurs Jean-Luc

MARCHAIS (pour la délibération n°2021-204), Alain MARGAT (pour les délibérations n°2021-182 à 2021-184), Jacki RAGONNEAUD, Pierre HERVE, Philippe CALLAUD (pour la délibération n°2021-195), Ammar BERDAI (pour la délibération n°2021-201), Philippe CREACHCADEC (pour les délibérations n°2021-202 et 2021-203), Laurent DAVIET (pour la délibération n°2021-201), Charle DELCROIX (pour les délibérations n°2021-211 et 2021-212) et Patrick PAYET sont excusés.

Monsieur Jean-Claude DURRAT-SPRINGER est désigné secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, Monsieur le Président ouvre la séance de Conseil communautaire à 18h15.

Monsieur le Président remercie Mme ANDRÉ pour son accueil à Saint-Césaire. Il rappelle que les chiffres en lien avec le Covid sont en augmentation, et invite les membres à être vigilants quant au respect des gestes barrières. Au niveau des écoles, huit classes sont actuellement fermées. En ce qui concerne la vaccination, un nouveau centre organisé par l'ARS va ouvrir, il se situera en face de l'hôpital dans les locaux de l'Oasis Fleurie.

Lors de ce conseil, les membres auront à se prononcer sur des délibérations qui vont accentuer le soutien aux acteurs économiques du territoire. Ils auront notamment à voter une subvention qui va moderniser le commerce « L'Instant Coiffure » à Burie. Ils devront aussi délibérer sur l'élargissement de la compétence économique, en intégrant l'intervention au niveau de l'immobilier d'entreprise. Il est difficile pour les entrepreneurs de devenir propriétaires, les locaux sont coûteux, et il est bon que la CDA puisse les accompagner dans leurs projets. L'idée est d'être incitatifs, et d'éviter que les entrepreneurs n'aillent voir ailleurs. L'économie sociale et solidaire sera également abordée, avec la présentation des lauréats de l'appel à projets. Le thème de l'urbanisme sera traité au travers de garanties d'emprunt à la SEMIS pour la construction de logements sociaux à Chaniers, des modifications des PLU de Vénérand et de Saintes afin de permettre la vente du siège actuel, ou encore de modifications des équipements dans la ZAC Centre Atlantique afin d'y accueillir une entreprise. Il sera également question de médiation, avec la création d'une association, ainsi qu'une délibération portant sur la participation au financement du poste de médiateur départemental en charge des gens du voyage. Enfin, la nouvelle grille tarifaire des déchets pour 2022 sera présentée. Sur le plan de l'environnement, une convention Eau 17 pour une étude pour la protection de captage de Lucérat sera proposée, ainsi que la candidature de la CDA à la manifestation d'intérêt sur le déploiement des plateformes de rénovation énergétique. Pour terminer, douze délibérations budgétaires seront exposées.

I- Procès-verbal

Approbation du Procès-verbal du Conseil Communautaire du 29 septembre 2021

Le Procès-verbal du Conseil Communautaire du 29 septembre 2021 est approuvé à la majorité des membres.

II- Délibérations

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

ÉCONOMIE

2021-182. Attribution d'une aide économique à l'entreprise L'Instant Coiffure à Burie

Monsieur le Président indique qu'il s'agit de l'attribution d'une aide économique à l'entreprise « L'Instant Coiffure » à Burie. La subvention n'est pas très importante, mais a le mérite de permettre les travaux, l'objectif étant la rénovation et la redynamisation du salon de coiffure. Il s'agit de travaux de peinture, d'électricité, de fabrication de tablettes, etc. L'aide de la CDA couvre 20% des dépenses liées à ces travaux, elle s'élève à 1 576,90 euros. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que l'aide au commerce de la Communauté d'Agglomération de Saintes a été créée en complément des dispositifs d'aide économique mis en place par le Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine dans son SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et

d'Internationalisation) en 2018 afin d'aider les commerces ruraux à se maintenir et prospérer en se modernisant.

Madame Virginie GUICHARD a souhaité en bénéficier pour son salon de coiffure « L'Instant Coiffure » à Burie. Elle a adressé à cet effet, le 11 juin 2021, un dossier de demande d'aide au service développement économique de l'Agglomération de Saintes comprenant des devis pour la peinture, l'électricité et divers travaux d'aménagement dans son commerce.

Examiné par le service développement économique, le dossier a été jugé recevable pour un montant de 7 884,51€ H.T de dépenses correspondant aux devis transmis pour les travaux éligibles.

Le taux de l'aide à la modernisation des commerces de centre-bourg et de quartiers est de 20% des dépenses éligibles hors taxes, soit une aide s'élevant à 1 576,90€ pour l'entreprise de Madame GUICHARD.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1511-1 à L.1511-3,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement économique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la délibération n°2018-227 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018 portant définition de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour le SRDEII,

Considérant le dispositif d'aide au maintien des commerces en milieu rural dénommé « Fonds d'aide à la modernisation des commerces de centre-bourg et de quartiers »,

Considérant la demande formulée le 11 juin 2021 par Mme Virginie GUICHARD, 33 avenue de la République à Burie, pour son salon de coiffure « L'Instant Coiffure »,

Considérant que l'ensemble des devis transmis par Mme GUICHARD dans son dossier, comportent une somme de dépenses éligibles au règlement de l'aide s'élevant à 7 884,51€ hors taxes,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal nature 20421, fonction 90,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention maximum de 1 576,90€, correspondant à 20% des factures de dépenses éligibles présentées, à l'entreprise L'Instant Coiffure à Burie pour financer des travaux d'aménagement et de modernisation de son local d'activité,
- d'approuver les termes de la convention ci-jointe de soutien au développement économique et aux entreprises à signer avec l'entreprise L'Instant Coiffure,
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous documents y afférents avec Madame Virginie GUICHARD, gérante de l'entreprise L'Instant Coiffure.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-183. Modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales

Monsieur le Président a évoqué en introduction les difficultés que peuvent rencontrer certaines entreprises pour pouvoir être propriétaires de leurs locaux. La compétence économique est la principale des compétences de l'Agglomération, et un manque se faisait sentir. Il est donc proposé d'accompagner davantage l'immobilier d'entreprises. Cet accompagnement existe déjà au sein des autres agglomérations du département. Il est nécessaire de modifier l'intérêt communautaire en matière de soutien des activités commerciales.

Monsieur le Président donne lecture de la modification proposée.

Monsieur Jean-Philippe MACHON observe qu'il est question de l'élargissement du champ d'intervention de la CDA en matière de soutien à l'économie et aux commerces. Il souhaite interroger Monsieur le Président quant à son soutien personnel à un projet économique majeur du territoire. En effet, deux événements se sont succédés la semaine précédente, l'inauguration du nouveau hall de la gare de Saintes ainsi que la signature du programme d'investissement d'avenir, pour un montant de 43 millions d'euros. Or, l'absence de représentants de la ville et de la CDA a été constatée, et fortement remarquée. Il s'agit de la première fois en Nouvelle-Aquitaine que la ville et l'Agglomération sont absentes d'un événement d'une telle importance. Ayant participé au développement et au lancement du projet Ferrocampus, Monsieur MACHON est très étonné, voire un peu choqué, que le maire et Président de l'Agglomération n'ait pas participé à un tel événement, compte tenu de son importance pour l'avenir du territoire. Il demande si cette absence est le reflet d'un boycott volontaire faisant suite au septicisme que Monsieur le Président a exprimé publiquement lors de la campagne à l'égard du projet Ferrocampus.

Monsieur le Président est aussi indigné que Monsieur MACHON, dans la mesure où il n'a pas été invité. Le cabinet de Monsieur ROUSSET a d'ailleurs appelé le sien pour s'excuser. Il n'a pas toujours été d'accord avec le Président ROUSSET, mais entretient néanmoins avec lui des relations saines et directes. Ce dernier s'est étonné que l'Agglomération ne soit pas invitée. Une entrevue est prévue à ce sujet. En ce qui concerne le Ferrocampus, le projet n'est pas récent, il a démarré en 2017. Le site prévu n'est toujours pas acheté par la Région. Monsieur le Président a effectivement fait preuve de septicisme, mais a également su le reconnaître lors de l'inauguration. Il n'était d'ailleurs pas le seul, puisque le vice-président avait effectué une déclaration semblable. Actuellement, il est incapable d'affirmer quels seront les investissements sur le Ferrocampus. Le 10 novembre 2020, il avait été demandé à l'Agglomération de communiquer pour le 12 novembre ses cinq projets majeurs dans le cadre du plan de relance. Ils ont repris l'ensemble des projets importants, dont Ferrocampus. Deux millions d'euros ont alors été fléchés à la Région pour l'acquisition de ce Ferrocampus. Le site n'est toujours pas acheté. Monsieur le Président souhaite réellement que le Ferrocampus existe, il s'agirait d'une réussite merveilleuse. L'Agrocampus constitue indéniablement une réussite, et l'idéal serait de pouvoir la dupliquer. Un temps de travail aura lieu prochainement avec Alain ROUSSET, afin d'acter ce qui va réellement être effectué. Les autres acteurs ne doivent pas non plus être oubliés. Saintes n'est pas une ville universitaire, et si le Ferrocampus devient une grande école, il sera nécessaire de disposer d'hébergements suffisants. Monsieur le Président avait indiqué au Président ROUSSET que l'Agglomération avait besoin de connaître les projections en élèves au cours des cinq prochaines années afin d'anticiper auprès du bailleur social et de construire des logements. L'événement de la semaine précédente s'avère finalement positif, il a permis de montrer qu'il y avait des manques, des oublis. Ces oublis vont pouvoir être rectifiés. Le souhait est que des élèves soient présents dès l'année prochaine, et que les investisseurs continuent à être motivés par ce projet. Chacun a intérêt à travailler sur le train du futur. Saintes va d'ailleurs se doter d'une unité de déconstruction de wagons, et 945 rames seront déconstruites, ce qui va permettre de redonner vie au milieu ferroviaire.

Madame Mireille ANDRÉ remarque que les soutiens concernent la ville de Saintes. Les petites communes n'en bénéficient pas.

Monsieur le Président précise que l'ensemble de l'Agglomération est concernée. Si une entreprise souhaite s'installer à Saint-Césaire, l'Agglomération doit être en mesure de lui apporter une aide immobilière afin de faciliter son installation. Lors du dernier Conseil, l'adhésion à la SEMPAT a été actée. L'Agglomération est en concurrence avec ses voisins, et il serait catastrophique pour le territoire qu'une entreprise doive partir parce qu'elle n'a pas les moyens de rester. Les entreprises représentent le cœur du financement. En l'absence d'autres questions le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle qu'en vertu de la loi NOTRe du 07 août 2015 relative à la réorganisation des compétences des collectivités territoriales et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale

(EPCI) en matière de compétence économique, le législateur a attribué la compétence politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire aux EPCI.

Par délibération du conseil communautaire du 08 novembre 2018, l'agglomération de Saintes a défini l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales en ces termes :

- Les dispositifs d'aide financière à la modernisation des commerces et au réinvestissement des friches commerciales dans les centres-bourgs et dans les quartiers prioritaires de la ville de Saintes,
- Les dispositifs d'aide financière aux opérations communales ou publiques de création, d'extension ou de regroupement de commerces ou d'artisanat de proximité dans le cadre d'opérations visant à préserver l'offre de services en zone rurale,
- Les actions destinées à accompagner la restructuration des centres-villes et des centres-bourgs par la mutualisation d'ingénierie et/ou le co-financement selon un règlement d'intervention à définir par l'agglomération de Saintes et sans se substituer aux communes dans l'aménagement,
- Les actions de soutien à la mise en place de services innovants permettant d'améliorer le service de proximité dans les communes rurales,

L'objet de la présente délibération est d'élargir le champ d'intervention de la CDA de Saintes en matière de soutien aux activités commerciales en modifiant la délibération du conseil communautaire n°2018-227 du 8 novembre 2018 en remplaçant le premier tiret :

« Les dispositifs d'aide financière à la modernisation des commerces et au réinvestissement des friches commerciales dans les centres-bourgs et dans les quartiers prioritaires de la ville de Saintes » par les dispositifs suivants :

« Les dispositifs d'aide à l'investissement immobilier accordés aux entreprises (acquisition et travaux) dans le cadre de projets de création ou d'extension d'activité sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Saintes selon un règlement spécifique ;

- La mise à disposition ou la location de locaux à loyers préférentiels à des entreprises au sein d'un hôtel d'entreprises ou une pépinière d'entreprises dans le cadre de projets de création ou d'extension d'activité selon un règlement spécifique ;
- La cession de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments avec rabais sur le prix de vente dans le cadre de projets de création ou d'extension d'activités économiques »;

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-3, L.4251-17, L. 5216-5 et R.1511-4 et suivants,

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015 relative à la réorganisation des compétences des Collectivités Territoriales en matière de compétence économique et notamment l'article L5216-5 qui attribue une nouvelle compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dénommée « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire » à compter du 1^{er} janvier 2017,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2016-124 du 15 septembre 2016 relative à la modification des statuts de la CDA de Saintes -Mise en conformité avec les dispositions de la loi NOTRe,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2018-227 du 8 novembre 2018 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Considérant la volonté de la CDA de Saintes d'élargir son intervention en matière de soutien aux activités commerciales et la nécessité d'actualiser en conséquence la définition de l'intérêt communautaire.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'élargir**, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération, le champ d'intervention de la CDA de Saintes en matière de soutien aux activités commerciales en modifiant la délibération du conseil communautaire n°2018-227 du 8 novembre 2018 en remplaçant le premier tiret :

« Les dispositifs d'aide financière à la modernisation des commerces et au réinvestissement des friches commerciales dans les centres-bourgs et dans les quartiers prioritaires de la ville de Saintes »

par les dispositifs suivants :

« Les dispositifs d'aide à l'investissement immobilier accordés aux entreprises (acquisition et travaux) dans le cadre de projets de création ou d'extension d'activité sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Saintes selon un règlement spécifique ;

- La mise à disposition ou la location de locaux à loyers préférentiels à des entreprises au sein d'un hôtel d'entreprises ou une pépinière d'entreprises dans le cadre de projets de création ou d'extension d'activité selon un règlement spécifique ;
- La cession de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments avec rabais sur le prix de vente dans le cadre de projets de création ou d'extension d'activités économiques ; »

- **de charger** Monsieur le Président, de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Mireille ANDRE en son nom et celui de M. Bernard COMBEAU)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-184. Approbation du règlement d'intervention pour l'aide à l'immobilier d'entreprise

Monsieur le Président indique que cette délibération fait suite à la précédente. Il est désormais nécessaire d'approuver le règlement d'intervention, qui va permettre d'élargir les possibilités d'intervention pour les projets de création ou d'extension d'activités ayant un impact favorable sur la création d'emplois, l'attractivité du territoire, la transition écologique et la réutilisation de friches. L'Agglomération a d'ailleurs obtenu un fonds friche de 800 000 euros pour la friche de Saint-Louis. Les investissements qui seront éligibles sont les acquisitions de terrains, de bâtiments, ou encore la réalisation de travaux de rénovation ou de construction, de VRD, de gros-œuvre ou de second œuvre. Le taux de réalisation sera variable selon la taille de l'entreprise et la qualité du projet. Le montant de la subvention sera plafonné à 200 000 euros par projet.

Monsieur Philippe ROUET observe qu'il est fréquent que des investissements soient réalisés directement dans la société d'exploitation, et également en parallèle dans une SCI appartenant aux mêmes personnes. Il demande si ce type de montage est prévu, ou si les SCI sont exclues des aides.

Monsieur le Président explique qu'une SCI est éligible, à condition qu'elle soit détenue majoritairement par l'entreprise ou son principal associé.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir quels seront les critères d'attribution des aides, et si des contrats d'objectifs et de moyens seront nécessaires pour les obtenir. Elle demande également quels seront les critères d'évaluation. En effet, de nombreuses entreprises sollicitent des aides, qu'elles obtiennent. Elles disparaissent ensuite rapidement du paysage, sans rembourser les aides publiques qu'elles ont reçues. Un des critères d'attribution devrait au minimum comprendre un niveau de qualité environnementale et sociale satisfaisant, et elle demande si ce point sera établi dans le règlement intérieur.

Monsieur le Président la rassure sur ce point, qui figure en page 4. L'Agglomération prendra garde à ne pas être victime de ce type d'entreprises. Le règlement est assez strict, un nombre de créations d'emplois est nécessaire. Pour ce qui est des critères d'évaluation, il s'agit de respecter le cadre du règlement. En fonction de l'instruction des demandes, des préconisations seront effectuées, et présentées. Il existe une grille de cotation, comme dans tout projet. Celle-ci figure en haut de la page 5.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe qu'il ne s'agit pas de critères d'évaluation du résultat.

Monsieur le Président explique que pour évaluer, il est nécessaire de réaliser d'abord.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE estime qu'une grille d'évaluation peut exister à l'avance. Les entreprises sauront ainsi comment elles seront évaluées si elles obtiennent la subvention.

Monsieur le Président précise que les entreprises qui entrent dans les critères pour obtenir la subvention ont déjà effectué un beau travail. Les dossiers seront bien évidemment suivis au fur et à mesure. Lorsqu'un chef d'entreprise souhaite investir, il est bon de l'encourager.

Monsieur Pierre DIETZ demande si la Communauté d'Agglomération dispose actuellement d'un schéma de développement économique communautaire, et si celui-ci pourrait être partagé dans le cadre d'une commission. La commission économique s'est assez peu réunie dans le cadre de ce mandat.

Monsieur le Président confirme que le schéma existe depuis 2018. Il est en train d'être retravaillé, et va ensuite être présenté en commission économique courant 2022. Un travail a été mené afin de pouvoir répondre au plus près des demandes des entreprises. Différents acteurs sont présents pour apporter leur aide à l'Agglomération, notamment la CCI. L'Agglomération s'attache à travailler avec les consulaires.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes s'est dotée en 2018 d'un règlement d'intervention conventionné avec la Région dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

Ce règlement permet de répondre à certaines demandes d'aide à l'immobilier des entreprises ciblées pour soutenir les investissements des entreprises agroalimentaires, des commerces situés en centre-bourg ou dans les quartiers prioritaires (QPV), des établissements hôteliers, gîtes, chambre d'hôtes et hébergement de plein air, pour l'aménagement de structure ludique/pédagogique pour des entreprises et associations à vocation touristique ou pour la construction de plates-formes d'approvisionnement bois-énergie.

Ces dispositifs ne couvrent donc pas l'intégralité des activités et prévoient des niveaux d'intervention variables. Ils ne permettent pas d'accompagner certains projets pourtant importants pour le territoire.

Les aides à l'immobilier d'entreprises relèvent d'une compétence propre du bloc communal en application des articles L.1511-3 et R.1511-4 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), elles doivent être compatibles avec le SRDEII de Nouvelle-Aquitaine mais n'impliquent pas de prendre un avenant à la convention avec la Région.

Les modalités d'intervention en matière d'aide à l'immobilier d'entreprises sont encadrées par la loi et par les règlements européens en fonction notamment de la typologie des projets, de la nature des activités, de la taille des entreprises et de zonages spécifiques. Ces éléments ont été pris en compte dans le règlement proposé.

La délibération précédente visait à élargir, dans le cadre de la modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales, les dispositifs de la CDA de Saintes en matière d'aide à l'immobilier d'entreprises, il est ainsi proposé de doter la CDA de Saintes d'un règlement définissant les aides en matière d'investissement immobilier accordées aux entreprises dans le cadre de création ou d'extension d'activité.

Il est rappelé que le fait d'être éligible à une subvention ne constitue pas un droit à bénéficier de ladite subvention, les élus communautaires jugeront de l'opportunité de la demande en fonction de l'impact du projet sur l'économie locale (critères de création d'emploi, renforcement de l'attractivité du territoire, effort en matière de respect de l'environnement, réutilisation de friches).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1 à L. 1511-3, L.4251-17, L. 5216-5 et R. 1511-4 et suivants,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108,

Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis,

Vu le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité,

Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.100189 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020 et (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021,

Vu le Régime cadre exempté de notification n°SA.58979 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) tiré des possibilités offertes par le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 tel que modifié par les Règlements (UE) 2017/1084 de la Commission du 14 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020,

Les communes de la Communauté d'agglomération de Saintes classées en AFR étant : Chaniers, Courcoury, Les Gonds, Montils, Pessines, Pisany, Saint Georges des Coteaux, Saintes, Thénac et Varzay,

Vu la loi NOTRe n°2015-991 sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République votée le 7 août 2015, confiant notamment au bloc communal la compétence exclusive dans le domaine des aides à l'immobilier d'entreprise,

Vu l'instruction du gouvernement relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issus de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 22 décembre 2015,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2018-88 en date du 12 avril 2018 approuvant le régime communautaire d'aides directes aux entreprises et autorisant la signature de la convention relative à la mise en place du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation avec la Région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2018-227 en date du 8 novembre 2018 portant définition de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Vu la délibération du conseil communautaire n°2021-183 en date du 24 novembre 2021 portant modification de l'intérêt communautaire en matière de soutien aux activités commerciales,

Considérant la volonté de la CDA de Saintes de renforcer l'accompagnement des entreprises et de favoriser la réalisation de leurs projets,

Considérant que le dispositif d'aides a pour objet la création ou l'extension d'activités économiques et devra être facteur de création d'emplois, d'attractivité territoriale et favoriser le respect de l'environnement et la réutilisation des friches,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser la mise en place du dispositif d'aide en matière d'investissement immobilier des entreprises et d'approuver le règlement d'intervention ci-joint.

- de charger Monsieur le Président, de l'exécution de la présente délibération,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 2 Abstentions (Mme Mireille ANDRE en son nom et celui de M. Bernard COMBEAU)*
- 0 Ne prend pas part au vote*

** * * * **

2021-185. Appel à Projets ESS 2021 : attribution des subventions aux lauréats et autorisation de signature des conventions

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que le vendredi précédent, un séminaire destiné aux élus et aux techniciens de l'Agglomération et des communes s'est tenu. Il s'est agi d'une très belle journée. Un sondage sera effectué auprès des participants afin de savoir si cette journée a répondu à leurs attentes. Les partenaires étaient satisfaits de cette première journée, initiée sur la région Nouvelle-Aquitaine. Les services ont travaillé d'arrache-pied pour ce séminaire, qui s'est très bien déroulé.

Un document dressant un état des lieux de l'économie sociale et solidaire sur le territoire a été remis aux membres. Il a été réalisé avec le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), dans lequel siège l'Agglomération. Ce document est à destination du grand public, et de toute personne qui pourrait être intéressée par l'économie sociale et solidaire.

En ce qui concerne l'appel à projets, une vingtaine de personnes, représentant parfois des structures, se sont rapprochées des services de l'Agglomération. De nombreuses personnes sont porteuses de projets, mais ce nombre décline au moment de passer devant le jury. Les projets ne sont pas bien ficelés, et les

incertitudes sont nombreuses au cours de cette période. Certains projets seront certainement représentés l'année prochaine, n'étant pas finalisés à ce stade. Sept structures se sont présentées, parmi lesquelles figurent des structures du territoire et des structures exogènes.

Quatre projets ont été retenus. L'association ARTS-TERRE a mis en place un marché fermier bio et a initié plusieurs manifestations en lien avec l'agriculture. Elle souhaite lutter contre le gaspillage en investissant dans une structure légère et déplaçable pour la transformation des fruits perdus. Les personnes qui apportent leurs fruits peuvent repartir avec le jus embouteillé pour une somme modique. Le coût s'élève à 2 800 euros.

Ensuite, l'association ECHO-MER sollicite l'Agglomération sur la partie concernant les bouchons de liège. Ce projet a été retenu car la structure est bien organisée, et l'association souhaite impérativement se développer sur le territoire de Saintes. Elle effectue de la collecte auprès des restaurateurs, des collectivités ou des particuliers. Les bouchons sont ensuite transformés en isolants. Le processus d'économie circulaire est très intéressant. Le professionnalisme de la structure et sa volonté de travailler avec le territoire ont constitué des éléments rassurants. Le prix accordé est de 3 000 euros.

Le troisième prix, d'un montant de 10 000 euros, est destiné à l'association Saint-Fiacre. L'association a racheté les anciens bâtiments d'Antares, et a pu y déplacer une partie de son siège. Elle a conservé le garage solidaire, et y a rapatrié sa branche espaces verts. Au sein de l'Union Locale des Structures d'Insertion par l'Economie de la Saintonge (ULSIE), l'ensemble des chantiers d'insertion de Saintes sont en train de travailler sur un important projet collectif d'économie circulaire. L'association a soumis un projet d'atelier partagé. L'idée est d'accueillir des porteurs de projets au sein de cet espace, qui constituera un laboratoire à ciel ouvert, dans lequel de jeunes start-ups pourront venir tester leurs projets. Des projets concernent notamment le réemploi du cuir, du fait du lien existant avec Antares. L'Agglomération souhaite accompagner l'aménagement de ces futurs bâtiments. Le projet comprend une dizaine de créations d'emplois, qu'il s'agisse d'emplois permanents ou de personnes en insertion, puisque de nombreux supports seront possibles. Ce projet correspond bien à l'Agglomération, qui connaît la difficulté à proposer des locaux aux entreprises ou aux porteurs de projets à des prix modérés.

Le dernier prix, à hauteur de 12 330 euros, a été remis à la régie de quartier EREQUASOL, qui porte un projet de friperie solidaire. Elle a déjà été soutenue dans le cadre d'un précédent projet, portant sur une repasserie. La régie s'est professionnalisée depuis, et va ouvrir une boutique au niveau du quartier Bellevue. Le projet sort du cadre de la friperie traditionnelle et de son image vieillotte et un peu désuète. La boutique ressemblera à celles des grandes franchises modernes. Une personne ayant déjà œuvré dans ce secteur a été recrutée. Des partenariats sont développés avec CYCLAD et avec les collectivités, comme la déchèterie de Chaniers.

A compter de la semaine suivante, une communication qui sera normalement relayée par les médias et les différents réseaux comprendra quatre vidéos tournées sur ces différents projets, afin de les découvrir davantage. Les citoyens pourront voter sur le site de l'Agglomération, du 29 novembre au 12 décembre. Le projet ayant récolté le plus de voix pourra bénéficier d'un coup de pouce de 2 000 euros supplémentaires. Il s'agit du « coup de cœur citoyen ».

Monsieur le Président revient sur l'intervention de la CRESS, qui représente le niveau régional de l'ESS. Elle a indiqué que le territoire était très en avance en matière d'Économie Sociale et Solidaire, et qu'il était souvent pris comme exemple dans les autres territoires de Nouvelle-Aquitaine.

Monsieur Pierre DIETZ souligne que la friperie doit s'appeler La Bretelle, et trouve que ce nom correspond bien. En ce qui concerne l'association Saint-Fiacre, il demande si elle a acheté les locaux d'Antares.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS confirme que l'association a acheté les locaux, avec ses fonds propres et un recours conséquent à l'emprunt. Il s'agit d'un choix délibéré de structure, l'association avait procédé de même dans le cadre du garage solidaire. Cette décision est propre à la politique interne. L'association essaie de montrer que son modèle économique est autosuffisant. Elle bénéficie évidemment des aides de l'État dans le cadre de l'insertion. L'ESS constitue une économie classique, elle n'est pas différente.

L'association va créer des postes de permanents, qui vont encadrer pour ce qui concerne la technique, la commercialisation et l'organisation de la structure. Des postes d'apprenants seront également ouverts à des personnes en situation d'insertion. L'idée est que ces personnes puissent ensuite rejoindre le marché de l'emploi classique. ECHO-MER fonctionne également sous un modèle associatif, avec l'aide de bénévoles. Les volumes sur lesquels elle va travailler vont devenir assez conséquents, et elle va recruter des personnes pour s'en occuper, le bénévolat se révélant insuffisant.

Monsieur Philippe ROUET s'étonne que le dispositif ne fasse pas apparaître les SCOOP de l'Union Régionale et de l'Union Nationale, qui sont tout de même des mouvements significatifs.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique que lorsque l'appel à projets est lancé, un fichier d'environ 1 500 contacts est utilisé. L'information est donc envoyée dans les structures et les têtes de réseaux. A ce stade, elles n'ont pas effectué de retours. Pour autant, elles entrent tout à fait dans le cadre de l'appel à projets.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

L'économie sociale et solidaire représente, tant au niveau national que dans notre agglomération, une source d'activité et d'emploi importante, non délocalisable et en croissance plus régulière que le secteur économique classique (13.3% du total des emplois sur la CDA et 10.5% en moyenne nationale).

Convaincu de la nécessité de préserver et renforcer la dynamique de ce secteur porteur, en outre, de valeurs humaines et de modes de management solidaires, le conseil communautaire a approuvé, par délibération en date du 8 juin 2021, le lancement d'un nouvel appel à projets ESS 2021 et son règlement associé récompensant des initiatives locales d'entreprises ou d'associations relevant de l'économie sociale et solidaire, porteuses de sens et de valeur ajoutée au profit du territoire.

Conformément au règlement de l'appel à projets, il est prévu qu'un jury se réunit après la réception des candidatures, choisit les lauréats et propose le montant de l'aide financière pour chaque lauréat qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil communautaire.

Dans le cadre de l'appel à projets 2021, le jury s'est réuni le 9 novembre et a choisi 4 lauréats, sur un total de 7 dossiers remis, auquel il est proposé d'accorder aujourd'hui la somme totale de 28.330€ sur les 33.000€ budgétés.

Les lauréats ainsi désignés sont les suivants :

- *L'association ARTS-TERRE à Villars-les-Bois pour son projet d'investissement dans un équipement permettant une nouvelle activité de transformation des fruits risquant d'être perdus en jus de fruit au profit des familles (2.800€ d'aide),*
- *L'association ECHO-MER à la Rochelle pour son projet d'extension à la Communauté d'Agglomération de Saintes de son activité de collecte, tri et recyclage de bouchons de liège, en partenariat avec une ou plusieurs associations d'insertion par l'activité économique locales (3.000€ d'aide),*
- *L'association SAINT FIACRE à Saintes pour son nouveau projet d'ouverture d'ateliers partagés du réemploi permettant à des porteurs de projets issus de divers horizons, de bénéficier d'espaces d'accueil à des conditions adaptées pour développer des projets relevant de l'économie circulaire (10.000€ d'aide),*
- *La Régie de Quartier EREQUASOL à Saintes pour son projet de création, dans le quartier politique de la Ville de Bellevue à Saintes, d'une friperie solidaire en chantier d'insertion à laquelle seront associés divers services d'échanges et de rencontres, en particulier de femmes du quartier, et des ateliers de type couture ou zéro déchets (12.330€ d'aide).*

Les lauréats de cette édition spéciale 2021, désignés ce jour, sont tous candidats au Prix supplémentaire associé à cet appel à projets intitulé « Coup de cœur citoyen » dont le règlement a été approuvé par délibération du conseil communautaire du 29 septembre 2021. Le gagnant obtiendra un bonus de 2.000€ pour son projet. Le vote du public à ce titre interviendra du 29 novembre au 12 décembre 2021.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 1511-1 et L 1511-2,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018 relative à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération et le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine relative à la mise en œuvre du SRDEII,

Vu la délibération n°21-124 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021, approuvant le règlement de l'appel à projets « économie sociale et solidaire » et autorisant le lancement de celui-ci par la Communauté d'Agglomération de Saintes en 2021,

Vu la délibération n°21-158 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021, approuvant le règlement du Prix « Coup de cœur citoyen » associé à l'appel à projets ESS 2021,

Considérant le diagnostic de l'Economie Sociale et Solidaire réalisé en collaboration avec la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire et présenté en novembre 2017 comportant un plan d'actions qui comprenait entre autres le lancement d'appel à projets sur l'émergence d'activités nouvelles,

Considérant que 7 dossiers ont été déposés dans le délai imparti fixé par le règlement de l'appel à projets,

Considérant que le jury d'examen des candidatures, composé de représentants de la CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire), de France Active Nouvelle Aquitaine, de l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique et de la Communauté d'Agglomération de Saintes (élu et techniciens), s'est réuni le 9 novembre 2021, a auditionné les candidats et analysé techniquement les dossiers,

Considérant que trois dossiers examinés par le jury sur les 7 reçus n'ont pas été retenus en qualité de lauréats sans toutefois remettre en cause la qualité de ces projets, deux d'entre eux étant notamment susceptibles, compte tenu de leur intérêt mais d'un positionnement prématuré, d'être examinés en 2022 le cas échéant,

Considérant que 4 dossiers présentés ont été retenus en qualité de lauréats,

Considérant le projet de l'association ARTS-TERRE à Villars les Bois, orienté vers la consommation responsable, la logique de circuit court et la lutte contre le gaspillage, consistant à investir dans un équipement de production pour offrir aux familles et habitants du territoire une prestation de service de production de jus de fruit avec les produits de leurs jardins risquant de se perdre.

Considérant le projet de l'association ECHO-MER à la Rochelle, souhaitant étendre à l'agglomération de Saintes son activité de collecte, tri et recyclage de bouchons en liège, en mobilisant des bénévoles et une ou plusieurs structures d'insertion par l'activité économique locales pour la collecte et le tri,

Considérant le projet de l'association SAINT FIACRE à Saintes, d'aménager dans ses nouveaux locaux de la zone de l'Ormeau de Pied à Saintes, un espace d'ateliers partagés du réemploi destiné à accueillir des porteurs de projets orientés vers l'économie circulaire et leur permettre ainsi de développer dans les meilleures conditions d'accueil possibles leur projet, innovant bien souvent, et d'offrir un support d'activité nouveau aux salariés en insertion de l'association SAINT FIACRE,

Considérant le projet de la Régie de Quartier EREQUASOL à Saintes, d'ouvrir, dans le quartier politique de la Ville de Bellevue, une boutique de friperie en chantier d'insertion en développant autour des activités d'échange, de rencontres, entre femmes du quartier notamment, d'estime de soi, d'ateliers zéro déchets, de couture, la collecte des vêtements étant assurée dans des boxes mis en place dans les entreprises et organismes de l'agglomération de Saintes,

Considérant que, conformément à la délibération n°21-158 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 tous les lauréats seront candidats au prix « Coup de cœur citoyen » ouverts du 29 novembre au 12 décembre 2021,

Considérant la somme de 33.000€ affectée à l'appel à projets ESS 2021 au Budget Principal 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'accorder à l'association ARTS-TERRE une subvention d'investissement de 2.800€ au titre du « Prix du circuit-court anti gaspillage »,*
- d'accorder à l'association ECHO-MER une subvention de fonctionnement de 3.000€ au titre du « Prix de l'initiative de recyclage »,*
- d'accorder à l'association SAINT FIACRE une subvention d'investissement de 10.000€ au titre du « Prix de la dynamique économie circulaire »,*

- **d'accorder** à la Régie de Quartier EREQUASOL une subvention de 2.330€ en investissement et 10.000€ en fonctionnement au titre du « Prix du réemploi solidaire »,
- **d'approuver** les termes des conventions ci-jointes à signer avec les 4 lauréats de l'appel à projets ESS 2021, fixant les conditions d'attributions des aides,
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-président en charge entre autres de l'Economie Sociale et Solidaire, à signer avec les bénéficiaires lesdites conventions ainsi que tous documents y afférents,
- **de rendre éligibles** les quatre lauréats ainsi désignés au Prix « coup de cœur citoyen » associé à l'appel à projets ESS 2021 qui se déroulera du 29 novembre au 12 décembre 2021 en application du règlement du vote « coup de cœur citoyen » approuvé par délibération du conseil communautaire n°2021-158 du 29 septembre 2021.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

2021-186. Garantie d'emprunt accordée à la SEMIS pour la réalisation de 10 logements locatifs sociaux à Chaniers - Avenue du 8 mai 1945

Monsieur le Président explique que la garantie porte sur cinq lignes d'emprunt, pour un montant total de 1 026 391 euros. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la SEMIS prévoit l'acquisition d'un terrain de l'Etablissement Public Foncier (EPF) afin d'y construire 10 logements locatifs sociaux situés 15 avenue du 8 mai 1945 à Chaniers à proximité immédiate du centre bourg.

Tous les logements seront labellisés RT 2012 - 10 % et feront l'objet d'un label Bâtiment Energie Environnement + (label qui sera délivré par PRESTATERRE).

L'exercice de la compétence « Equilibre Social de l'Habitat », ainsi que le règlement d'attribution des aides à la production de logement social prévoient l'octroi d'une garantie d'emprunt sur l'ensemble des projets portés par les bailleurs sociaux dans le cadre d'une production neuve.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire de garantir les 5 Lignes du Prêt d'un montant total de 1 026 391 € souscrites par la SEMIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, dont le contrat est joint en annexe.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2252-1 à L. 2252-4 et L. 5111-4,

Vu le Code Civil et notamment son article 2298,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), relatif à l'équilibre social de l'habitat et comprenant entre autres « les actions et aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence Equilibre Social de l'Habitat et notamment des actions et aides financières en faveur du logement social,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2019-180 du Conseil Communautaire en date du 7 novembre 2019 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu le Contrat de Prêt N°127057 en annexe signé entre la Société d'Economie Mixte Immobilière de la Saintonge (SEMIS) - n°000278586, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations,

Considérant l'avis favorable de la Commission Finances du 17 novembre 2021,

Article 1 : L'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération de Saintes accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 1 026 391 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N°127057, constitué de 5 Lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de l'EPCI est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, l'EPCI s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- de garantir les 5 Lignes du Prêt d'un montant total de 1 026 391 € souscrites par la SEMIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, dont le contrat est joint en annexe.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

2021-187. Autorisation de signer la Convention d'Utilité Sociale (CUS) 2021-2026 d'Habitat 17

Madame Evelyne PARISI indique que la CUS détermine la stratégie patrimoniale et sociale des bailleurs sociaux. Depuis 2018, les agglomérations peuvent être signataires des CUS des bailleurs de leurs territoires. La CDA souhaite maintenir sa convention avec le bailleur Habitat 17.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que les bailleurs sociaux ont pour obligation de rédiger une Convention d'Utilité Sociale (CUS) définissant la stratégie patrimoniale (construction, réhabilitations, plan de vente...) et sociale (qualité de service rendu au locataire, gestion sociale, accession...) de l'organisme.

La loi ELAN du 23 novembre 2018 a offert aux établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) la possibilité d'être signataires des CUS des organismes disposant d'un patrimoine sur leur territoire.

La Communauté d'Agglomération de Saintes, compétente en matière de PLH, a signalé en 2017 à l'ensemble des bailleurs sociaux disposant de logements sur son territoire sa volonté d'être signataire de leur CUS. Le nouveau président a réaffirmé cette volonté, afin de signaler aux bailleurs son intérêt pour leur stratégie de développement et leur stratégie sociale.

La CUS d'Habitat 17 expose notamment :

- L'état de son patrimoine et du service rendu sur le territoire de la CDA : le bailleur dispose d'un patrimoine de 11 logements situés sur la commune de Saint-Césaire datant de 1970,
- Ses perspectives de développement du parc de logements : le bailleur social Habitat 17 indique concentrer le développement de son offre en direction des territoires dits « tendus ». Sur le territoire de l'agglomération de Saintes, il prévoit de développer de façon limitée son parc de logements à horizon 2026 par la production de 40 logements,
- Ses perspectives en matière de vente de patrimoine : il ne prévoit pas la vente de patrimoine sur l'agglomération de Saintes,
- Sa politique sociale, et notamment le respect des engagements en matière d'attributions de logement fixés dans le cadre de la Convention Intercommunale d'Attributions signé avec l'agglomération de Saintes,

A l'analyse de ce projet, l'agglomération prend acte de la volonté du bailleur de développer sa production en priorité sur les secteurs tendus, mais qu'elle ne peut s'en satisfaire. Elle souhaite poursuivre les échanges engagés lors des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement et de l'élaboration de la Convention d'Utilité Sociale et rester disponible pour tous les échanges permettant de répondre aux différents enjeux du Programme Local de l'Habitat.

Il est ainsi demandé au Conseil Communautaire de prendre acte du projet de Convention d'Utilité Sociale d'Habitat 17 ci-joint.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté et notamment son article 81,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment ses articles L.445-1 et suivants, et R.445-1 et suivants,

Vu le décret n° 2019-801 du 26 juillet 2019 relatif aux conventions d'utilité sociale des organismes d'habitation à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°) « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu la délibération n° 2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018, portant adoption du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes et notamment son programme d'actions et l'action n° 1.1 : « Atteindre les objectifs de production en logements par commune et par produit »,

Vu la délibération n° 2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 relative aux modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n° 2018-07 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018, portant adoption de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) de la Conférence Intercommunale du Logement de la CDA de Saintes,

Considérant l'obligation pour les bailleurs sociaux de rédiger une Convention d'Utilité Sociale (CUS), document définissant la stratégie patrimoniale (construction, réhabilitations, plan de vente...) et sociale (qualité de service rendue au locataire, gestion sociale, accession...) de l'organisme,

Considérant la possibilité offerte par la loi ELAN, pour les EPCI compétents en matière d'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat, d'être signataires des CUS des organismes disposant d'un patrimoine sur leur territoire,

Considérant la pleine collaboration nécessaire entre la CDA de Saintes et les bailleurs sociaux présents sur son territoire pour atteindre les objectifs de production de logements locatifs sociaux publics fixés dans le PLH 2017-2022 ainsi que les objectifs de mixité sociale, en particulier en matière d'attribution de logement sociaux, fixés dans la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA),

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a en conséquence demandé à être signataire de l'ensemble des Conventions d'Utilité Sociale (CUS) des bailleurs disposant de patrimoine sur son territoire,

Considérant que le projet de Convention d'Utilité Sociale d'Habitat 17 prévoit, sur les thématiques relatives aux domaines de compétence de l'agglomération :

- le maintien de son patrimoine de 11 logements situés sur la commune de Saint-Césaire,
- le développement d'une offre de 40 logements sur l'agglomération de Saintes malgré un choix stratégique de s'orienter prioritairement sur les secteurs du département dits « tendus »,
- le respect des engagements en matière d'attributions de logement fixés dans le cadre de la Convention Intercommunale d'Attributions signée avec l'agglomération de Saintes,

Considérant que le nombre de logements locatifs sociaux réalisés sur le territoire de l'agglomération doit être amélioré afin d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme Local de l'Habitat 2017-2022,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite maintenir la présence et le dialogue avec l'ensemble des organismes gestionnaires de logement social disposant de patrimoine sur son territoire, elle signifie à Habitat 17 :

- qu'elle prend acte de son projet de programmation de l'offre nouvelle, et qu'elle souhaite être associée au plus près de la réalisation des projets, tant pour s'assurer de sa bonne adéquation avec le Programme Local de l'Habitat, que permettre une bonne gestion financière du financement du logement social par l'agglomération,
- qu'elle prend acte de son projet social et qu'elle souhaite poursuivre la collaboration sur cette question, au sein de la Conférence Intercommunale du Logement.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de prendre acte du projet de Convention d'Utilité Sociale d'Habitat 17 ci-joint.
- d'autoriser le Président ou son représentant en charge de l'Habitat à signer la Convention d'Utilité Sociale d'Habitat 17.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-188. Signature d'une convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social

Madame Evelyne PARISI explique que les services de la CDA ont besoin d'acquérir davantage de données sur le parc social national. Accéder à cette cartographie nationale contribuera à définir les politiques de l'habitat, programmer du logement social, et aider à construire des politiques intercommunales d'attribution de logements sociaux.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la cartographie nationale de l'occupation du parc social a pour objet de permettre la réalisation de diagnostics locaux, notamment en vue de la définition par les EPCI, en lien avec les communes et les acteurs de leur territoire, de politiques d'attributions de logement et de mixité sociale territorialisées.

Cet outil met à disposition des différents acteurs concernés (EPCI, communes, organismes HLM, Etat, réservataires...) des statistiques concernant le parc social, à partir de différents indicateurs sur l'occupation sociale (issus des données de l'enquête conduite par les bailleurs sociaux : « Occupation du Parc Social » - OPS) et sur les caractéristiques des logements (issus du répertoire du parc locatif social - RPLS).

Les données sont cartographiées à différentes échelles (logements sociaux collectifs, quartiers QPV, quartiers IRIS, collectivités...). L'identification des personnes est cependant rendue impossible par un niveau minimal d'agrégation des données représentées fixé à 11 ménages, en conformité avec les dispositions de l'article L 442-5 du Code de la Construction et de l'habitation et le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

Afin de disposer de ces données, une convention tripartite entre le GIP-SNE (Groupement d'Intérêt Public - Système National d'Enregistrement, disposant des données), l'Union Régionale HLM (URHLM) de Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'Agglomération de Saintes doit être signée.

Ces données permettront notamment d'alimenter les travaux engagés par la Conférence Intercommunale du Logement (diagnostic du parc social et de son occupation, orientations en matière de politique locale de mixité sociale...).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) et notamment l'article 97,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 dite Egalité et Citoyenneté et notamment l'article 70,

Vu l'arrêté préfectoral n°526 du 31 mars 2016 portant création de la Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°) « Equilibre Social de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2015-49 du Conseil Communautaire du 24 juin 2015 installant la Conférence Intercommunale du Logement de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2014-2022,

Considérant les travaux de la Conférence Intercommunale du Logement portant sur les données relatives au parc social et à son occupation,

Considérant la nécessité de conclure une convention permettant l'accès aux données relatives à l'occupation du parc social auprès du GIP-SNE, gestionnaire des données issues des enquêtes « Occupation du Parc Social » (OPS),

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention relative aux modalités d'accès aux données de la cartographie nationale de l'occupation du parc social ci-jointe, ainsi que tous les avenants s'y rapportant.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-189. Approbation de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vénérand

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise que cette modification est demandée pour deux motifs. Tout d'abord, l'adaptation d'une orientation d'aménagement et de programmation en centre-bourg nécessitait de changer

légèrement le règlement pour pouvoir réaliser un projet qualitatif. Ensuite, il s'agit de la modification du règlement de la zone agricole pour permettre l'extension de bâtiments existants. Un point du règlement impliquait un recul important des bâtiments par rapport aux voiries, et il était nécessaire de revoir ce règlement pour la cohérence de l'aménagement. Le lancement de cette modification avait été validé par le Conseil Communautaire le 27 novembre 2020. Une mise à disposition du public a été effectuée du 30 août au 1^{er} octobre 2021. Cette modification a reçu un avis favorable de la Chambre d'Agriculture, de la SNCF, de la Chambre de Commerce et de la Préfecture. Aucune remarque n'a été portée sur le registre durant la mise à disposition du public.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si la modification de l'arrêté d'alignement correspond au fait que le bâtiment va rester non-aligné, ou au fait qu'il va être aligné.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique que la modification de l'alignement est réalisée pour permettre de construire des bâtiments alignés avec ceux qui existent déjà. Le règlement actuel nécessitait un recul supplémentaire par rapport aux bâtiments actuels.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération a engagé la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vénérand par arrêté n°ARR_2020-1412 en date du 27 novembre 2020.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure de modification sont les suivants :

- *adaptation de l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (OAP) du « secteur Ua du bourg » pour permettre un projet d'aménagement cohérent,*
- *modification du règlement de la zone A afin d'adapter la règle d'implantation des extensions de bâtiments existants.*

Le projet a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au cas par cas sur la nécessité de mener une évaluation environnementale. Une décision de la MRAE, en date du 23 juillet 2021, précise que la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Vénérand n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme. Les avis suivants ont été émis :

- *Un avis favorable de la Chambre d'agriculture en date du 13 juillet 2021*
- *Un avis favorable de la SNCF en date du 13 juillet 2021*
- *Un avis favorable de la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) en date du 21 juillet 2021*
- *Un avis favorable avec recommandations de la Préfecture de Charente-Maritime en date du 22 juillet 2021*
- *Un avis favorable sous réserve d'échanger avec le Département sur les accès du Département de Charente-Maritime en date du 22 juillet 2021*

Le projet a été mis à la disposition du public du 30 août 2021 au 1^{er} octobre 2021 conformément à la délibération du conseil communautaire n°2021-144 du 6 juillet 2021. Aucune observation écrite n'a été déposée sur les registres mis à disposition à la mairie de Vénérand et au siège de la CDA ni envoyée par courrier ou mail.

Suite à ces consultations, le projet a été modifié pour intégrer les recommandations de la Préfecture :

- *sur le schéma de l'OAP, la haie en bordure de route a été ajoutée comme élément à conserver,*
- *dans le texte de l'OAP, il a été rajouté une phrase pour demander que l'orientation des constructions prenne en compte les apports solaires.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant

entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Vénérand approuvé par délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2018,

Vu l'arrêté n°ARR_2020-1412 du Président de la communauté d'agglomération en date du 27 novembre 2020 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Vénérand,

Vu la décision, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, de la MRAE de Nouvelle Aquitaine en date du 23 juillet 2021 concluant que la modification simplifiée du PLU de Vénérand n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n°CC_2021_144 du conseil communautaire du 6 juillet 2021 définissant les modalités de mise à disposition du dossier au public,

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet d'adapter l'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du « secteur Ua du bourg » pour permettre un projet d'aménagement cohérent et de modifier le règlement de la zone A afin d'adapter la règle d'implantation des extensions de bâtiments existants,

Considérant la publicité faite dans le journal Sud-Ouest en date du 19 août 2021,

Considérant la mise à disposition du dossier au public au siège de la CDA, à la mairie de Vénérand et sur le site internet de la CDA du 30 août 2021 au 1^{er} octobre 2021 inclus,

Considérant l'affichage à la CDA, à la mairie de Vénérand, sur le site internet de la CDA et de la commune de Vénérand de l'avis de mise à disposition au public à compter du 19 août 2021 et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier,

Considérant que cinq avis favorables dont un avec réserves ont été émis par les Personnes Publiques Associées,

Considérant qu'aucune observation n'a été émise sur le projet de modification simplifiée dans les registres mis à disposition du public au siège de la CDA et à la mairie de Vénérand ou transmise par mail ou courrier,

Considérant que le projet a été modifié pour prendre en compte les recommandations de la Préfecture,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Vénérand tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de tirer** le bilan de la concertation.
- **d'approuver** la modification simplifiée n°1 du PLU de Vénérand telle qu'elle est jointe à la présente délibération.
- **d'acter**, que conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CDA et à la mairie de Vénérand pendant un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- **d'acter**, que conformément à l'article L.153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication telle qu'indiquée ci-avant et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-190. Approbation de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saintes

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS explique qu'il s'agit de modifier le zonage de la zone UE, qui englobait le siège de la CDA. Les travaux du nouveau siège sont en cours, et vont s'achever en 2022. Le siège actuel a vocation à être vendu au privé. Le zonage de ce secteur, correspondant à de l'équipement public, ne permet pas de modifications du bâtiment actuel, et il est donc nécessaire de modifier le zonage dans ce secteur. Cette modification est doublée de la levée de l'emplacement réservé n°6, qui concerne la parcelle adjacente. Cette parcelle était en effet destinée à l'extension du siège de la CDA. Le propriétaire va retrouver sa liberté sur ce terrain, qui sera classé en zone urbanisable, comme les terrains voisins. La mise à disposition du public a eu lieu du 19 août au 20 septembre 2021, et aucune remarque n'a été portée sur les registres.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si cette modification signifie qu'il n'y aura plus de services publics dans ce quartier.

Monsieur le Président précise que d'autres services publics sont présents au sein de ce quartier.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS ajoute que d'autres terrains sont zonés en zone UE dans le secteur. Celui du siège n'a pas vocation à être transformé pour devenir un autre équipement public dans un avenir proche.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le Président de la Communauté d'Agglomération a engagé la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saintes par arrêté n°2021_19 en date du 16 avril 2021.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette procédure sont les suivants :

- *modification du zonage UE du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes afin de permettre l'évolution, la réhabilitation de ce bâtiment*
- *levée de l'emplacement réservé n°6 qui avait pour objet l'extension du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes.*

Le projet a été transmis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au cas par cas sur la nécessité de mener une évaluation environnementale. Une décision de la MRAE en date du 22 juillet 2021 précise que la procédure de modification simplifiée n°3 du PLU de Saintes n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Le projet de modification a été notifié aux personnes publiques associées conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme. Les avis suivants ont été émis :

- *Un avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 30 août 2021,*
- *Un avis favorable de la Préfecture de Charente-Maritime en date du 30 août 2021,*
- *Une absence d'observation de la CCI Rochefort et Saintonge en date du 27 juillet 2021.*

Le projet de modification simplifiée a été mis à la disposition du public du 19 août au 20 septembre 2021 conformément à la délibération du conseil communautaire du 6 juillet 2021. Aucune observation écrite n'a été déposée sur les registres ou transmise par mail.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 à L.153-48, R.153-20 et R.153-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°) relatif à l'Aménagement de l'espace communautaire et comprenant

entre autres la compétence « Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la ville de Saintes approuvé par délibération du conseil municipal en date du 20/12/2013, modifié en date du 19/06/2015, 15/11/2017, 10/04/2019 et 30/03/2021, révisé en date du 12/04/2017 et 06/02/2019,

Vu l'arrêté n°2021_19 du Président de la Communauté d'Agglomération en date du 16 avril 2021 décidant d'engager la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saintes,

Vu la décision, après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'Urbanisme, de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) de Nouvelle-Aquitaine en date du 22 juillet 2021 concluant que la modification simplifiée n°3 du PLU de Saintes n'est pas soumise à évaluation environnementale,

Vu les avis émis par les personnes publiques associées et consultées conformément aux articles L.132-11 à L.132-13 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n°CC_2021_145 du Conseil Communautaire du 6 juillet 2021 définissant les modalités de mise à disposition du dossier au public,

Considérant que la procédure de modification simplifiée a pour objet de modifier le zonage UE du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes afin de permettre l'évolution, la réhabilitation de ce bâtiment et la levée de l'emplacement réservé n°6 qui avait pour objet l'extension du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant la publicité faite dans le journal Sud-Ouest en date du 7 août 2021,

Considérant la mise à disposition du dossier au public au siège de la CDA, à la mairie de Saintes et sur le site internet de la CDA du 19 août au 20 septembre 2021 inclus,

Considérant l'affichage à la CDA, à la mairie de Saintes, sur le site internet de la CDA et de la ville de Saintes de l'avis de mise à disposition au public à compter du 10 août 2021 et pendant toute la durée de la mise à disposition du dossier,

Considérant que trois avis favorables ont été émis par les Personnes Publiques Associées,

Considérant qu'aucune observation n'a été émise sur le projet de modification simplifiée dans les registres mis à disposition du public au siège de la CDA et à la mairie de Saintes ou transmise par mail,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Saintes tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de tirer** le bilan de la concertation.

- **d'approuver** la modification simplifiée n°3 du PLU de Saintes telle qu'elle est jointe à la présente délibération.

- **d'acter** que conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la CDA et à la mairie de Saintes pendant un mois et que mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

- **d'acter**, que conformément à l'article L. 153-48 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération deviendra exécutoire à compter de sa publication telle qu'indiquée ci-avant et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. La délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre

- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-191. ZAC Centre Atlantique - Modification du dossier de réalisation de la ZAC

Monsieur Frédéric ROUAN précise que cette délibération est liée à la suivante. Elle porte sur une mise à jour de cette zone. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé le 10 avril 2013. Il est nécessaire d'y apporter des modifications afin d'inscrire les adaptations qui ont eu lieu depuis. Ces modifications portent sur des éléments techniques, afin de répondre aux besoins des entreprises. Il est important de noter que le périmètre de la ZAC et sa vocation générale n'ont pas été modifiés. Les grands principes d'aménagement demeurent également inchangés. Les évolutions du dossier de réalisation ont été soumises pour avis à l'Autorité Environnementale, qui a jugé qu'elles n'étaient pas de nature à apporter de nouveaux impacts sur l'environnement.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS présente les modifications apportées.

Monsieur Jean-Philippe MACHON s'interroge sur le prix au mètre carré. En effet, la délibération présente un certain nombre de simplifications de la zone, ce qui va dans le bon sens. Toutefois, le prix au mètre carré constitue un handicap en ce qui concerne l'aménagement de la zone, d'autant plus que le terrain n'est pas plat, et que les entreprises qui s'y implantent sont obligées d'engager des travaux importants. Il demande si le prix au mètre carré va être revu à la baisse, de manière à le rendre plus compétitif pour attirer les entreprises.

Monsieur Frédéric ROUAN répond que les prix prévus demeurent identiques. Ils varient selon si la zone est productive ou commerciale, mais les tarifs sont les mêmes que ceux prévus initialement. Il ajoute que le déficit de l'opération a été réduit de 980 000 euros. Les dépenses ont augmenté, mais il en va de même pour les recettes.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir qui vend les parties nouvellement cessibles.

Monsieur Frédéric ROUAN précise qu'il s'agit de la CDA.

Monsieur Jean-Philippe MACHON indique qu'il s'abstiendra concernant cette délibération. Il regrette qu'il n'ait pas été proposé que ces 980 000 euros soient investis dans la zone afin de baisser le prix au mètre carré et la rendre plus compétitive pour attirer des entreprises.

Monsieur le Président explique que ces 980 000 euros vont permettre d'effectuer des acquisitions supplémentaires, qui manquent à ce jour. L'ensemble des terrains sont vendus, et il n'existe plus de terrains disponibles sur cette zone, qui est très attractive. Les nouvelles lois entraînent une raréfaction du foncier, et les collectivités vont devoir être attentives au risque d'artificialisation des sols. La demande est importante. Le territoire manque de foncier et aucune stratégie foncière n'a été travaillée auparavant.

Monsieur Jean-Philippe MACHON répond qu'au regard de cette observation, il ne s'abstiendra finalement pas.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur expose la nécessité de modifier le dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique, approuvé le 10/04/2013, pour y intégrer les évolutions apportées au projet, adaptations inévitables considérant sa dimension et les délais inhérents à la conduite d'une telle opération.

Il est à noter que le périmètre de la ZAC et sa vocation générale (zone d'activités économiques) ne sont pas modifiés. Les grands principes d'aménagements restent également inchangés (hiérarchie des voies, points de connexion du projet avec les voies préexistantes, grands principes paysagers... sont conservés).

Toutefois, lors des phases de réalisation de la ZAC, certains choix d'aménagement se sont affinés, notamment lors des études plus précises de maîtrise d'œuvre. D'autres modifications doivent être apportées en lien avec la commercialisation de la zone d'activité, afin de répondre aux besoins des entreprises, qui ont évolué en 10 ans. Les évolutions apportées au projet de ZAC Centre Atlantique sont les suivantes :

- Suppression du bassin central de gestion des eaux pluviales, qui n'avait pas d'exutoire, au profit d'un renvoi des eaux pluviales vers les bassins sud redimensionnés (choix validé dans l'autorisation Loi sur l'eau actée par arrêté préfectoral n°15EB1021 du 03/08/2015).
- Suppression du projet de station d'épuration dédiée à la ZAC et raccordement de la ZAC à la station d'épuration existante de Saintes, orientation confirmée par l'évolution de l'autorisation Loi sur l'eau actée par arrêté préfectoral complémentaire n°16EB1046 du 05/08/2016, à l'arrêté n°15EB1021 du 03/08/2015.

La suppression de la station d'épuration permet de créer une nouvelle parcelle cessible pour accueillir une activité supplémentaire.

- Optimisation de la répartition des secteurs / vocations économiques au sein de la zone d'activité (réduction du secteur commercial au profit d'une zone mixte en partie Est, suppression du pôle de vie au profit du secteur commercial, réduction du secteur mixte à l'ouest au profit du secteur productif pur, possibilité d'intégrer du tertiaire en secteur showroom pour les activités ne pouvant s'implanter dans le tissu existant et notamment en cœur de ville).
- Autorisation de créer une sortie directe limitée (sortie technique des véhicules de livraison) sur le boulevard Centre Atlantique, pour la grande parcelle commerciale (ZH228) afin de limiter les terrassements et l'imperméabilisation de la parcelle.
- Traitement des parvis du boulevard centre atlantique sous la forme de carrefours simples, surélevés, en zone 30, plutôt que sous la forme de carrefours giratoires.
- Evolution des profils des voies tertiaires pour faciliter les circulations des différents usagers (poids-lourds, piétons et cycles...), le profil de voie partagée étroite à double sens initialement prévu s'avérant peu adapté aux usages d'une zone productive.
- Modification des voies optionnelles de la phase 2 d'aménagement de la ZAC Centre Atlantique pour accroître la souplesse du découpage parcellaire à venir et mieux répondre aux demandes d'implantation des activités productives.
- Modifications mineures d'autres profils de voies travaillées lors des phases de maîtrise d'œuvre (noue à la place d'un réseau pluvial enterré, piste cyclable changée de côté du boulevard, type de végétalisation légèrement différent ou positionnés différemment pour faciliter l'entretien des espaces verts, ajout de petites bandes enherbées pour favoriser le passage des réseaux ou l'intégration des voies à la topographie des terrains...), les gabarits de voies et principes généraux des profils initiaux (dossier de réalisation initial) ayant été conservés.
- Adaptation des plans réseaux affinés lors des études de maîtrise d'œuvre.
- Adaptation des surfaces cessibles, affinées à l'issue des études de maîtrise d'œuvre et des travaux d'aménagement de la première phase + ajout d'une parcelle cessible (ex station d'épuration) ; avec ajustement de la surface de plancher maximale autorisée (+ 27 600 m², soit +8,9%) et du COS associé pour favoriser la densité (0,877 au lieu de 0,83).

Pour intégrer ces évolutions, il est donc nécessaire de faire évoluer le dossier de réalisation, et notamment les pièces suivantes :

- La note de présentation ;
- Le projet de Programme des Equipements Publics (PEP), et notamment les annexes 1A (notice descriptive des ouvrages) et 1B (plans de principe des réseaux) du PEP ;
- Le projet de programme global des constructions à réaliser ;
- Les modalités prévisionnelles de financement : mise à jour en fonction du dernier bilan financier prévisionnel (la dernière mise à jour actée dans le dossier de réalisation datant du 13/03/2014) ;
- Les compléments à l'étude d'impact : l'Etude d'impact n'est pas modifiée mais la notice annexée à la demande d'avis de l'Autorité Environnementale sur la nécessité d'actualiser l'Etude d'impact de projet de ZAC Centre Atlantique est ajoutée en annexes, ainsi que l'avis de l'Autorité Environnementale émis suite à cette demande.
- Suppression de l'annexe « charte de développement durable ».

Il est ainsi demandé au Conseil communautaire d'approuver la modification du dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles R.311-7, R. 311-9 et R. 311-5,

Vu le Code de l'environnement, et notamment les articles L.122-1-1 et R.122-8,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon en date du 11 octobre 2012 portant création de la ZAC Centre Atlantique,

Vu la délibération n°2013-65 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes en date du 10 avril 2013 approuvant le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC Centre Atlantique,

Vu l'arrêté préfectoral n°15EB1021 du 03/08/2015 portant autorisation, au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement pour le prolongement du Parc Atlantique sous la forme d'une ZAC « Le Parc Centre Atlantique » sur la commune de Saint-Georges-des-Coteaux ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°16EB1046 du 5/08/2016, à l'arrêté n°15EB1021 du 3/08/2015 relatif à l'autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement du prolongement du Parc Atlantique sous la forme d'une ZAC « Le Parc Centre Atlantique » sur la commune de Saint-Georges-des-Coteaux,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Georges-des-Coteaux approuvé le 22 octobre 2019,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique et comprenant entre autres la « création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité »,

Vu le dossier de demande d'avis de l'Autorité Environnementale sur la nécessité de mettre à jour l'Etude d'impact du projet,

Vu l'avis en date du 10 novembre 2021 de l'Autorité Environnementale précisant qu'une actualisation de l'Etude d'impact n'est pas nécessaire,

Considérant la nécessité de modifier le dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique afin de tenir compte de la première tranche de travaux des espaces publics réalisés et de l'évolution de la programmation des constructions à édifier,

Considérant l'absence de nécessité de mettre à jour l'Etude d'impact,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique modifié, tel qu'annexé à la présente délibération ;

- d'autoriser Monsieur le Président, à effectuer toutes les démarches et formalités se rapportant à ce projet.

-de préciser que la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté d'agglomération de Saintes et à la Mairie de Saint-Georges-des-Coteaux. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département de la Charente-Maritime. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'agglomération de Saintes. Le dossier de réalisation sera consultable au siège de la Communauté d'agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-192. ZAC Centre Atlantique - Approbation du Programme des Equipements Publics (PEP) modifié de la ZAC

Monsieur Frédéric ROUAN précise qu'il est demandé d'approuver ce nouveau programme d'équipement public, qui constitue une pièce du dossier venant d'être voté.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le programme des équipements publics de la ZAC Centre Atlantique a été impacté dans le cadre de la modification du dossier de réalisation de la ZAC par délibération n°2021-191 du 24 novembre 2021.

Conformément aux articles R.311-8 et R. 311-9 du Code de l'urbanisme, le programme des équipements publics modifié de la ZAC Centre Atlantique doit donc être approuvé par délibération du conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles R.311-8, R. 311-9 et R. 311-5,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Santon en date du 11 octobre 2012 portant création de la ZAC Centre Atlantique ;

Vu la délibération n°2013-65 du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes en date du 10 avril 2013 approuvant le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC Centre Atlantique,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Saintes n°2021-191 en date du 24 novembre 2021 relative à la modification du dossier de réalisation de la ZAC Centre Atlantique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique et comprenant entre autres la « création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité »,

Considérant que le dossier de réalisation modifié par délibération du conseil communautaire du 24 novembre 2021 impacte les annexes du programme des équipements publics de la ZAC Centre Atlantique,

Considérant la nécessité d'approuver le Programme des Equipements Publics modifié,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Programme des Équipements Publics modifié de la ZAC Centre Atlantique et ses annexes, tel qu'annexés à la présente délibération.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, à effectuer toutes les démarches et formalités dans ce cadre.

- **de préciser** que, conformément à l'article R. 311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la Communauté d'agglomération de Saintes et à la Mairie de Saint-Georges-des-Coteaux. Mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département de la Charente-Maritime. La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de la Communauté d'agglomération de Saintes. Le programme des équipements publics sera consultable au siège de la Communauté d'agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

SOLIDARITÉS

2021-193. Participation de l'agglomération de Saintes à l'association "médiations" en qualité de membre fondateur et désignation des représentants.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique qu'il s'agit d'autoriser l'Agglomération à participer à l'association MÉDIATIONS en tant que membre fondateur. Cette association de médiateurs sociaux a vocation

à intervenir à la fois dans le quartier prioritaire et sur l'ensemble de l'Agglomération. Elle comprend un volet prévention de la délinquance et prévention des conflits sur l'espace public. Ces postes auraient également vocation à intervenir sur la formation des élèves pour être médiateurs entre pairs, et à former et accompagner dans les situations d'urgence les agents d'accueil publics. La période post-Covid n'a pas arrangé certaines situations, qui peuvent parfois être assez tendues. Ce besoin est ressorti du diagnostic que le Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance a effectué.

L'objectif est de répondre à ce besoin, mais aussi à celui que les maires ont fait ressortir sur la question des travaux d'intérêt généraux et des outils légaux du maire pour rappeler la loi.

Monsieur Pierre DIETZ rappelle qu'il a déjà débattu sur ce point dans le cadre du conseil municipal. Il tient à préciser qu'il est tout à fait favorable à la mise en place d'une action permettant d'œuvrer dans le domaine de la médiation sociale. Il souhaite savoir si un plan détaillé des grandes lignes de cette association pourrait être présenté, afin d'éclairer les membres et de leur permettre de comprendre les orientations structurelles et politiques envisagées pour l'avenir.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON explique que l'ensemble des axes stratégiques figurent dans la délibération, et les reprend en détail. Elle demande ce que Monsieur DIETZ souhaite comme informations supplémentaires.

Monsieur Pierre DIETZ a besoin de comprendre les grands enjeux. Il demande sur quels chiffres et sur quels constats est fondée la création de cette association. Il éprouve des difficultés à se projeter en raison de l'échelle, qui est celle de l'Agglomération de Saintes. Les habitants et les maires ont besoin de savoir pourquoi 100 000 euros ont été dédiés à la ville de Saintes, pourquoi 50 000 euros sont investis dans une telle structure, et quels problèmes cette structure va pouvoir résoudre au niveau communautaire.

En ce qui concerne l'objet de cette structure, Madame Véronique ABELIN-DRAPRON l'invite à lire le Plan départemental de prévention de la délinquance, sorti quelques mois auparavant, qui montre qu'il s'agit d'une orientation prioritaire de l'État. Cette action a été identifiée au niveau national, puis au niveau départemental. Ensuite, il sera possible très prochainement de transmettre la stratégie locale de sécurité et de prévention de la délinquance, qui se base sur un diagnostic constitué d'analyses croisées entre des données objectives émanant des forces de sécurité et du procureur, ainsi qu'une analyse qualitative mesurée par le biais de questionnaires envoyés aux maires et aux acteurs de terrain. Ce diagnostic s'est terminé par une matinée d'ateliers réunissant une soixantaine de partenaires, qui a fait ressortir à tous les niveaux un besoin de médiation. Depuis plusieurs années, les acteurs institutionnels remarquent qu'ils éprouvent des difficultés à capter une partie du public. L'un des objectifs de la médiation est de pouvoir aller les chercher, et d'effectuer le lien avec les institutions. Sur le volet agglomération, le quartier prioritaire fait apparaître des besoins. Madame BENCHIMOL-LAURIBE s'étonnait précédemment de l'absence de services publics dans les quartiers prioritaires, il s'agit justement d'un exemple de service public prêt à intervenir dans ce type de quartier. Les maires ont exprimé ce besoin de disposer de relais, de même que les établissements scolaires. La médiation scolaire est d'ailleurs inscrite comme l'une des priorités du Plan départemental de sécurité et de prévention de la délinquance. La présence dans les bus et les transports publics constitue également un sujet. Le diagnostic local fait apparaître l'absence de cahier de retour d'incidents. Il s'agit actuellement d'une expérimentation, et les indicateurs d'évaluation seront établis avec l'ensemble des acteurs membres de l'association. Ils seront présentés aux membres, afin de déterminer si la structure a vocation à être pérennisée.

La médiation existante a été supprimée quelques années auparavant. Le besoin existait par le passé, et tous les acteurs du territoire le mettent en avant aujourd'hui. La structure n'a pas la prétention de répondre à l'ensemble des problèmes, cependant il vaut la peine d'essayer.

Monsieur Pierre DIETZ demeure dans l'expectative, et préfère s'abstenir sur cette délibération en attendant de connaître les résultats. Il demande si l'ensemble des acteurs du territoire qui pratiquent déjà cette médiation ont été contactés. Des actions innovantes sont mises en avant, et il souhaite savoir s'il n'existait pas d'autres acteurs sur le territoire qui s'occupaient de cet aspect.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON a le sentiment de répondre régulièrement à cette question. Elle y a répondu un an auparavant, lors de la création du poste de médiateur au sein de l'Agglomération. Elle y a également répondu lors du dernier conseil municipal. Il existe trois postes de médiateur au sein de l'Agglomération, qui sont cofinancés dans le cadre de celle-ci et des contrats adultes-relais. Ces postes n'ont vocation à intervenir qu'en quartier prioritaire, ils ne peuvent intervenir sur le reste de l'Agglomération, ni sur les autres quartiers de la ville. Or, le besoin est présent ailleurs que sur le quartier prioritaire.

Monsieur Jean-Philippe MACHON votera contre cette délibération, pour deux raisons fondamentales. La première est la grande opacité qui entoure le projet de cette association, dont les statuts n'ont toujours pas été présentés. Il est difficile d'approuver la création et l'adhésion à une association sans en connaître les statuts. Ensuite, il est favorable à cette médiation sociale, mais confirme qu'elle pourrait s'effectuer au sein d'un service créé dans le CCAS, et non par la création d'une association nouvelle, ce qui renforcerait le rôle social du CCAS au sein de la ville de Saintes et des communes de la CDA.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON indique que les statuts seront communiqués. L'objet de la délibération est justement de désigner des représentants afin de travailler et construire les statuts. Il n'est pas possible de demander à une collectivité de mettre en place des statuts sans que des représentants élus aient été mandatés pour négocier et travailler sur ces statuts. Ensuite, il est difficilement envisageable que le CCAS de Saintes puisse intervenir sur d'autres communes. Ces propos sont hors-sujet en Conseil Communautaire.

Monsieur le Président évoque le point d'un CIAS, qui permettrait à chacun de disposer de ses propres compétences.

Monsieur Rémy CATROU considère que l'idée d'un CIAS est d'actualité, il s'agit d'une idée à retenir. La structure proposée ne lui semble pas être la panacée, cependant il existe des urgences et des obligations à agir, en particulier sur des domaines qui ne sont pas forcément couverts par le champ du CCAS. Il ignore si cette association constituera le bon outil, toutefois il s'agit d'un outil supplémentaire, qui ne doit pas venir en contradiction avec les structures déjà existantes. Il sera important d'y veiller. L'exemple de la médiation dans les publics scolaires est intéressant, mais passe par la formation des élèves. Les budgets n'existent pas, il s'agit donc d'un espace où intervenir.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite revenir sur la notion de cohérence entre les différents projets. Elle a effectivement souligné qu'une structure de service public dans ce quartier était utile. L'idée d'installer cette structure complémentaire dans les locaux qui pouvaient être réutilisés à proximité n'aurait pas été mauvaise.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON explique que la médiation s'installera au niveau du Point d'Accès aux Droits, situé en plein quartier prioritaire. Elle sera en contact avec l'ensemble des acteurs du territoire qui interviennent en quartier prioritaire au niveau de ce Point d'Accès aux Droits, qui sera bientôt inauguré. Les locaux existent déjà.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que le Point d'Accès aux Droits n'est pas très grand, et que de nombreuses formations ont déjà été prévues.

Monsieur le Président indique que le siège comprend 1 700 mètres carrés, ce qui représente une place importante pour trois à quatre personnes, dont le but est principalement d'intervenir à l'extérieur. Par ailleurs, la vente du siège permet d'équilibrer les dépenses du nouveau bâtiment, dont le coût est régulièrement pointé par Monsieur MAUDOUX. Des négociations sont en cours pour vendre au meilleur prix, il n'est pas possible de se soustraire de cette vente. Par ailleurs, le PAD est réellement situé au cœur du quartier.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON ajoute que l'objectif de la formation est qu'elle soit réalisée au plus proche des acteurs. L'un des aspects de prévention et de gestion des conflits passe par la gestion de l'espace, et la taille des locaux du Point d'Accès aux Droits ne pose aucun problème.

Monsieur le Président explique que des représentants vont être désignés, et qu'il est donc nécessaire de se prononcer à l'unanimité en faveur d'un vote à main levée. Si une personne souhaite voter à bulletin secret pour l'élection des représentants, ce mode de scrutin devra être retenu. En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Les membres du Conseil Communautaire se prononcent à l'unanimité en faveur d'un vote à main levée.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que plusieurs éléments de diagnostic du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la délinquance corroborent un besoin de proximité et d'accompagnement des élus et des habitants dans la prévention et la gestion de conflits (besoin de présence sécurisante sur certains espaces ou en lien avec certains publics...).

Pour ce faire, une association « MEDIATIONS » se crée pour mettre en œuvre une forme innovante d'intervention et de régulation sociale pour favoriser le « mieux vivre ensemble ».

L'action de l'association revêt plusieurs enjeux : assurer une présence sécurisante sur les espaces publics y compris en horaires décalés, initier des actions de médiation scolaire, assurer une coordination efficace entre les différents pilotes de l'action.

L'association aura pour objet :

- *La cohésion sociale*
- *La tranquillité publique*
- *La médiation*
- *Et les activités de formation*

La SEMIS, La ville de Saintes, Keolis et l'agglomération de Saintes souhaitent s'unir et participer à cette association en tant que membres fondateurs.

Dans ce cadre, il est nécessaire que le conseil communautaire se prononce sur la participation de la CDA en tant que membre fondateur au sein de l'association « Médiations » et procède à la désignation de 3 représentants.

Il est proposé de désigner comme représentants au sein de l'association « Médiations » Messieurs Eric Pannaud, Frédéric Rouan et Pascal Gillard.

L'agglomération de Saintes participerait aux projets de l'association par le versement d'une subvention à hauteur de 50 000€.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-21,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019 et notamment l'article 6, I, 4°), a) relatif à la politique de la ville dans la communauté, et plus particulièrement l'animation et la coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance,

Vu la charte de référence de la médiation sociale (Comité interministériel des villes, 2001),

Vu la décision du Comité interministériel des Villes du 09/03/2006 de reconnaître, développer et professionnaliser la médiation sociale,

Vu la loi pour la sécurité intérieure du 18 mars 2003 qui reconnaît la médiation comme un des axes de la politique de sécurité,

Vu la loi du 1^{er} août 2003 pour la ville et la rénovation urbaine faisant référence aux agents de médiation sociale,

Vu la délibération du conseil municipal de la Ville de Saintes du 4 novembre 2021,

Vu la Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance 2020-2024,

Considérant que l'agglomération de Saintes élabore sa Stratégie Intercommunale de Prévention de la délinquance (SIPD),

Considérant qu'un des enjeux de cette SIPD est de pouvoir bénéficier d'un service de médiation sociale sur la ville de Saintes,

Considérant que l'association « Médiations » aura pour objectif de répondre à ces besoins et a pour objet la cohésion sociale, la tranquillité publique, la médiation et les activités de formation,

Considérant les crédits inscrits au Budget principal 2021, chapitre 65, article 6574,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser la CDA de Saintes à participer à l'association « Médiations » en tant que membre fondateur.

- de décider, par un vote à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret comme prévu à l'article L.2121-21 du CGCT pour désigner les 3 représentants de la Communauté d'agglomération de Saintes au sein de l'association « Médiations ».

- **de désigner** comme représentants de la Communauté d'Agglomération de Saintes au sein de l'association « Médiations » Monsieur Eric Pannaud, Monsieur Frédéric Rouan et Monsieur Pascal Gillard.

- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD), à signer tout document permettant la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 2 Voix contre (M. Jean-Philippe MACHON en son nom et celui de M. Jean-Pierre ROUDIER)
- 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE et M. Pierre DIETZ en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-194. Participation de l'agglomération de Saintes au poste de médiateur départemental pour les missions estivales des gens du voyage.

Monsieur Pascal GILLARD indique que cette délibération porte également sur la médiation, à travers la participation de l'Agglomération de Saintes au poste de médiateur départemental. Ce poste fait l'objet d'un financement tripartite entre l'État, le Département et les CDA et CDC concernées, qui sont au nombre de neuf. La participation des CDA à ce financement s'élève à 2 500 euros, et celle des CDC à 1 500 euros, pour un poste évalué à 41 000 euros. La participation des EPCI s'élève à 17 500 euros, et celle de l'État et du Département à 23 500 euros. Le travail de ce médiateur consistera à anticiper les missions estivales, préparer les déplacements en amont, et essayer de limiter les surprises sur le territoire. Il sera présent aux côtés des élus, qui peuvent se sentir seuls lorsqu'une centaine de caravanes arrivent.

Monsieur Rémy CATROU remarque que l'État dispose toujours de montages lorsqu'il s'agit de proposer un poste. Il souhaite connaître le statut de ce poste de médiateur départemental.

Monsieur le Président suppose qu'il s'agit d'un CDD de droit privé.

Monsieur Rémy CATROU trouve le montage particulier, et demande si cette problématique ne nécessiterait pas le recrutement d'un fonctionnaire départemental à temps complet.

Monsieur Pascal GILLARD répond que ce poste a existé jusqu'en 2019.

Monsieur le Président ajoute qu'il n'a pas été remplacé, et souligne les conséquences observées sur l'ensemble du territoire.

Monsieur Pascal GILLARD précise que le préfet a été rencontré à deux reprises afin de discuter de ce poste. Il a fait remarquer que la gestion des gens du voyage était une compétence obligatoire des CDC ou CDA.

Monsieur Rémy CATROU se demande qui va piloter le poste et définir les missions.

Monsieur Pascal GILLARD indique qu'il s'agit du Département, qui est également chargé du recrutement.

Monsieur Rémy CATROU n' imagine pas comment il est possible de justifier ce montage.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le territoire de Saintes accueille tout au long de l'année sur son territoire des groupes et/ou missions gens du voyage.

Ces groupes s'installent soit sur le terrain de Diconche, prévu à cet effet, soit en illicite sur les communes de la CDA.

Les services de l'Etat et du Conseil Départemental, proposent de soutenir les EPCI par l'emploi d'un médiateur départemental.

Sa mission consistera à assurer la coordination-médiation des grands passages estivaux des gens du voyage, en :

- Etablissant et consolidant le planning prévisionnel qui sera réalisé par la préfecture en collaboration avec les EPCI entre janvier et mars : établir les courriers de réponses, trouver des solutions adaptées si le groupe ne peut pas stationner sur la commune demandée...
- Coordonnant la médiation pendant la période active des grands passages : remontées d'informations hebdomadaires...
- Réalisant un bilan de la mission.

Pour le financement de ce poste, l'Etat et le Conseil Départemental sollicitent les EPCI pour un soutien forfaitaire à hauteur de 1.500€/an pour une CDC et de 2.500€/an pour une CDA.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république dite loi NOTRe rendant la compétence « création, aménagement, entretien et gestion d'aires d'accueil des gens du voyage » obligatoire,

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 6°) relatif à « accueil des gens du voyage » et comprenant entre autres « la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relatif à l'accueil des gens du voyage »,

Considérant le recrutement d'un médiateur départemental gens du voyage à partir de 2022,

Considérant la nécessité pour le financement de ce poste du soutien de l'agglomération de Saintes à hauteur de 2500€/an,

Considérant les crédits nécessaires sont inscrits au budget 04, chapitre 011, code gestionnaire 0631 et nature 62878,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la participation de la CDA de Saintes au financement du poste de médiateur départemental des gens du voyage pour les missions estivales des gens du voyage à hauteur de 2500 €/an,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances à verser le montant de la participation de la CDA comme indiqué ci-avant et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Rémy CATROU)
- 0 Abstention
- 2 élus ne prennent pas part au vote (Mme Véronique ABELIN-DRAPRON en son nom et celui de M. Philippe CALLAUD)

RÉGIE DES DÉCHETS

2021-195. Grille tarifaire de la Régie des déchets au titre de l'année 2022.

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que la trajectoire de la redevance n'est pas bonne sur l'ensemble de l'exercice. Il a fallu assumer les charges complémentaires fixées par l'État sur des hausses de redevances. La projection est assez catastrophique, passant d'une vingtaine d'euros la tonne actuellement à 65 euros en 2025. Il est nécessaire de répercuter cette hausse de taxes sur la redevance à l'utilisateur. Pour l'année 2022, cette hausse s'établirait à 6 euros par foyer, soit 3 euros par habitant en moyenne. Il est proposé de prendre en compte ce surcoût, mais aussi d'en profiter pour travailler à rectifier une anomalie consécutive à la mise en place de la redevance incitative. En effet, une personne qui vit seule paie la même somme qu'un foyer de plusieurs personnes. La nouveauté proposée est donc d'établir un tarif différencié en fonction de la composition du foyer, avec un tarif spécifique pour les personnes seules. Pour favoriser les bons gestes, il est également proposé de mettre en place une réduction du forfait de levée, qui passerait de 18 à 12.

Environ la moitié des foyers de l'Agglomération seraient concernés, et pourraient être « récompensés » par une stabilité, voire une légère baisse de leur redevance pour l'année 2022. En revanche, les foyers qui dépasseraient les 18 levées connaîtraient une hausse plus significative que les autres.

Les tarifs sont présentés dans la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la Régie des déchets assure un service public de collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes. A ce titre, elle organise la facturation de ce service d'élimination des déchets ménagers et assimilés au travers de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM) et de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative (REOMI). La tarification du service public est fonction du mode de collecte (équipement de pré collecte mis à disposition des usagers, fréquence de collecte) et de l'évolution des coûts inhérents au traitement des déchets.

Le contexte international et national de la gestion des déchets est devenu particulièrement tendu et incertain en raison notamment :

- *d'une hausse croissante de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) applicable à l'enfouissement des déchets ultimes évoluant de 14 € /tonne en 2016 à 30 €/tonne en 2021 et le gouvernement prévoit une hausse continue pour atteindre 40 €/ tonne en 2022 et 65 €/tonne en 2025,*
- *d'une réduction des capacités autorisées des centres d'enfouissement combinée à un contrôle accru du caractère ultime des déchets envoyés en enfouissement entraînant une augmentation substantielle des tarifs de mise en décharge.*

Par ailleurs, les foyers « 1 personne » produisent peu de déchets et il convient d'adapter un tarif en conséquence.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2333-76,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés»,

Vu la délibération n°2020-250 du Conseil Communautaire en date du 15 décembre 2020 portant vote de la grille tarifaire concernant la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOMI et REOM) et autres tarifs applicables à partir du 1^{er} janvier 2021,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a émis un avis favorable le 8 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la grille tarifaire 2022 ci-jointe et son application à partir du 1^{er} janvier 2022,
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document lié à l'application de cette grille.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

DÉPLACEMENT MOBILITÉ, ACCESSIBILITÉ

2021-196. Autorisation de signer l'avenant n°1 à la convention relative à l'application des tarifs multimodaux PASS CAR + BUS en Charente-Maritime

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle qu'un titre de transport unique a été créé en 1999, afin de faciliter l'usage combiné des différents moyens de transport sur le territoire de la Charente-Maritime. En 2020, à la suite de la loi NOTRE, la région Nouvelle-Aquitaine et les Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) de la Charente-Maritime ont signé une convention afin de créer ce titre unique. Le nouveau système entraîne des changements d'organisation, comme le processus de validation des tickets, celui-ci n'étant pas compatible avec les véhicules du réseau urbain. La délibération valide l'avenant modifiant le système de billetterie utilisé par la région. Cette convention n'a aucun impact sur la concession de service public KEOLIS.

Monsieur Rémy CATROU continue de penser que la question de la gratuité des transports publics doit être posée. L'urgence est en particulier de rétablir la gratuité des transports scolaires. Les prix affichés représentent des charges conséquentes pour les familles. De manière générale, la gratuité des transports est en train de se mettre en place. Des villes comme Niort, Dunkerque ou Montpellier réfléchissent et avancent sur le sujet.

Monsieur le Président explique que plus le territoire accueillera d'entreprises, plus ces entreprises verseront de l'argent à l'Agglomération pour le transport. Ainsi, Niort collecte plus de versement transport que ce que lui coûte le service. Pour permettre la gratuité, l'Agglomération devrait transférer 1,4 million d'euros du Budget Principal vers le Budget Annexe.

Monsieur Rémy CATROU ne conteste pas la sincérité du travail. Les décisions doivent être prises à une autre échelle, la gratuité des transports n'est pas un problème local, mais un problème social et national.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est de l'avis de Monsieur CATROU, et considère également que les transports devraient être gratuits.

Monsieur Philippe DELHOUME précise qu'en ce qui concerne le transport scolaire, le coût d'un élève transporté s'élève à 900 euros, tandis que les collégiens et lycéens ne paient que 72 euros de leur poche, soit environ 8% du coût réel. Les primaires paient quant à eux 44 euros.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que dès 1999, le Département de la Charente-Maritime et ses agglomérations de Rochefort, Royan, Saintes et La Rochelle ont travaillé en concertation pour notamment développer l'intermodalité sur les principaux axes de mobilité du département tout en préservant la diversité des réseaux et de leurs opérateurs respectifs.

Ainsi, un titre de transport unique a été mis en place et développé. L'ambition de ce titre visait à faciliter l'usage combiné des différents moyens de transports sur le territoire de la Charente-Maritime pour satisfaire et faciliter les déplacements réguliers et ponctuels.

Suite à la loi Notre, la Région Nouvelle-Aquitaine et les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont souhaité pérenniser la tarification multimodale entre les réseaux urbains « Yelo », « Cara'bus », « R'Bus », « Buss » et le réseau interurbain. Elles ont signé à cette fin la convention Modalis CAR + BUS, qui a pris effet au 1^{er} janvier 2020 et s'achèvera au 3 août 2023.

Cette convention formalise l'organisation des prestations techniques, juridiques et financières incombant à chaque partie entre les réseaux urbains et le réseau interurbain en Charente-Maritime.

Le présent avenant a pour objet de modifier certains articles de la convention suite à la mise en place du système billettique CONDUENT sur le réseau interurbain.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi MAPTAM),

Vu la loi n°2015-998 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2), c), relatif à l'« Organisation de la mobilité »,

Vu la délibération n°2020-71 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020 autorisant la signature de la convention relative à l'application des tarifs multimodaux Pass CAR + BUS en Charente-Maritime,

Considérant que la Région Nouvelle-Aquitaine et les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont souhaité pérenniser la tarification multimodale entre les réseaux urbains « Yelo », « Cara'bus », « R'Bus », « Buss » et interurbains de la Région,

Considérant qu'elles ont acté à cette fin les principes d'une convention relative à l'application des tarifs multimodaux Pass CAR + BUS en Charente-Maritime, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 3 août 2023, désignée ci-après « convention Pass CAR+BUS »,

Considérant que le 31 août 2020, la Région s'est dotée pour une partie du territoire de la Charente-Maritime d'un nouveau système billettique : CONDUENT, déployé à bord des véhicules sur des lignes scolaires et interurbaines, ainsi que dans les agences commerciales du réseau et les dépositaires,

Considérant qu'il convient de modifier certains articles de la convention pour préciser l'organisation des prestations techniques, juridiques et financières incombant à chaque partie pour l'application des tarifs multimodaux « PASS CAR + BUS » entre les réseaux urbains et le réseau interurbain, suite à cette nouvelle billettique,

Considérant que l'avenant n°1 à la convention n'a pas d'impact sur la concession de Service Public du réseau de transport urbain,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 ci-joint.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer cet avenant n°1 ainsi que tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE et M. Rémy CATROU)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-197. Avenant n°7 au contrat de concession de service public pour l'exploitation du réseau transport de Saintes

Monsieur Philippe DELHOUME explique que KEOLIS doit réaliser un objectif chaque année. S'il se situe en-dessous, il verse une somme à la CDA, et s'il se situe au-dessus, au-delà d'un certain pourcentage, cette somme est divisée en deux. En 2020, les recettes ont été négatives du fait de l'impact du Covid, et KEOLIS n'a pas atteint ses objectifs. Il est proposé que KEOLIS ne reverse à la CDA que la moitié de son déficit. KEOLIS avait par ailleurs reversé 197 000 euros à l'Agglomération, dans le cadre du forfait de charges.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaite savoir s'il existe une contrepartie au cadeau fait à KEOLIS, et en particulier si un plan de renouvellement des bus a été demandé, de manière à introduire les bus électriques, à l'image de ce qui se pratique dans de nombreuses collectivités.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que le passage à l'électrique est à l'étude.

Monsieur le Président ajoute que des régulations ont été installées sur les bus importants afin de réduire la consommation.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que la concession va être renouvelée, et que ce point figurera dans la charte du prochain concessionnaire.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que par un contrat de concession de service public signé le 17 mai 2018, la Communauté d'Agglomération de Saintes a confié à la société Keolis Saintes la gestion et l'exploitation du service de transport public de personnes sur son territoire.

Suite à l'épidémie de la Covid-19, qui a touché le territoire national français et a fortement impacté les services de transport public à compter de mars 2020, les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont dû modifier par avenant le contrat de Concession de Service Public pour l'année 2020.

Un premier avenant (délibération n°2020_235 sur l'avenant n°4 à la CSP prise en Conseil Communautaire du 15 décembre 2020) a eu comme objet de déterminer les incidences financières de la crise sanitaire sur le forfait de charges versé au Concessionnaire une fois pris en compte les économies et les suppléments de charges générés par les phases de confinement, puis de déconfinement pour la période allant du 1^{er} mars au 30 juin 2020.

Ce deuxième avenant vient acter l'impact de la crise sanitaire sur l'objectif de recettes (Or2020) prévu dans la concession de service public pour l'année 2020 et modifie notamment l'article 34 de la CSP, sur le mécanisme de partage des recettes pour l'année 2020.

En application stricte de cet article, le Concessionnaire devrait verser à la CDA la somme de 72 864 € au titre du déficit entre l'objectif de recettes et les recettes effectivement reversées à la CDA. Cependant comme cet écart négatif n'est pas lié à un défaut du Concessionnaire ni à un manquement dans l'exécution du contrat de concession de service public, la proposition est faite de partager, à parts égales, le différentiel.

Le Concessionnaire reversera donc à l'Autorité Organisatrice, la somme de 36 432 €.

Dans l'objectif de promouvoir le commerce local, les Parties ont convenu d'autoriser le Concessionnaire à faire procéder à des publicités commerciales à l'arrière des véhicules.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (LOTI),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2) c), relatif à l'« Organisation de la mobilité »,

Vu la délibération n°2018-84 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise en Sous-Préfecture le 23 avril 2018, approuvant le choix du délégataire de la concession de service public (CSP) pour l'exploitation du réseau de transports de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu le contrat de concession de service public signé le 17 mai 2018, transmis au contrôle de légalité le 25 mai 2018, notifié au titulaire le 31 mai 2018,

Considérant que l'épidémie de la Covid-19, qui a touché le territoire national français, a fortement impacté les services de transport public à compter de mars 2020 et que les Autorités Organisatrices de la Mobilité ont été confrontées à des problématiques particulières, notamment dans leurs rapports contractuels avec leurs exploitants de réseau de transport,

Considérant que la mise en œuvre des mesures gouvernementales a affecté l'activité de Keolis Saintes qui a été contrainte de modifier fortement l'organisation des services de transport confiés par l'Autorité Organisatrice de la Mobilité et de mettre en place les mesures sanitaires imposées par les Autorités nationales pour préserver la sécurité des usagers et de son personnel,

Considérant que les effets de la crise sanitaire ont eu un impact sur l'objectif de recettes (Or2020) prévu dans la concession de service public pour l'année 2020,

Considérant que le Concessionnaire et l'Autorité Organisatrice ont acté le partage, à parts égales, du différentiel entre l'objectif contractuel de recettes de l'année 2020 et le montant des recettes effectivement reversées au titre de l'année 2020.

Considérant que, dans l'objectif de promouvoir le commerce local, les Parties ont convenu d'autoriser le

Concessionnaire à faire procéder à des publicités commerciales à l'arrière des véhicules.

Considérant que les recettes publicitaires collectées par le Concessionnaire à ce titre seront conservées par ce dernier et ne seront donc pas prises en compte dans l'objectif de recette (OR) du service telles que définies à l'Article 32,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les termes de l'avenant n°7 au contrat de concession de service public pour l'exploitation du réseau de transports de Saintes ci-joint.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer cet avenant ainsi que tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

ÉDUCATION, ENFANCE, FAMILLE

2021-198. Attribution d'une subvention à la coopérative scolaire de l'école Roger Pérat dans le cadre du projet "30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école"

Monsieur Éric PANNAUD indique que l'école Roger Pérat souhaite s'inscrire à l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) pour candidater à la labellisation Génération 2024. A ce titre, elle a sollicité une subvention de 400 euros.

Monsieur Rémy CATROU a été agréablement surpris de voir l'USEP mentionnée dans une délibération. Il a été président d'une association USEP de 10 000 adhérents. Cette association constitue un partenaire important au sein des écoles. En plus de la pratique du sport, elle impulse une éducation à la citoyenneté.

Monsieur Raymond MOHSEN voit écrit que l'adhésion à l'USEP s'élève à 800 euros. Il demande si cette adhésion est définitive, ou si elle est annuelle.

Monsieur Philippe DELHOUME précise que l'adhésion est annuelle.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE comprend que l'USEP ait besoin d'argent pour fonctionner, cependant elle estime que la cotisation est très chère pour une école publique.

En l'absence d'autres remarques, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que l'école élémentaire Roger Pérat, située sur le plateau à Saintes, faisant partie du quartier politique de la Ville, souhaite s'inscrire dans le projet proposé par le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec Paris 2024, « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école », et prévoit pour cela d'adhérer à l'USEP qui demande une cotisation en fonction du nombre d'élèves concernés (5,10€/enfant d'élémentaire et 14,20€ par enseignant)
Ce qui représente un montant de cotisation d'environ 800 € (effectif de 125 élèves),

L'école Roger Pérat demande à la CDA une participation de 400 € pour contribuer au financement de l'adhésion à l'USEP pour l'année scolaire 2021-2022.

Cette adhésion permettra également à l'école de candidater à la labellisation Génération 2024.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative à la transparence des aides octroyées par des personnes publiques,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Considérant le vote au budget 2021, compte 6574, gestionnaire 0107, sous-rubrique 255, d'un montant de 36.185€ pour les classes de découverte qui n'ont pas eu lieu cette année en raison de la COVID,

Considérant le projet du Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports « 30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école », en collaboration avec Paris 2024,

Considérant le souhait de l'école Roger Pérat de s'inscrire dans ce projet et par la même occasion d'être labellisé Génération 2024,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 au compte 6574, gestionnaire 0107, sous-rubrique 255,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 400 € à la coopérative scolaire Roger Pérat dans le cadre du projet "30 minutes d'activité physique quotidienne à l'école".

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'éducation, l'enfance et la famille, à verser cette subvention et à signer tous documents y adfférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Eaux et espaces naturels

2021-199. Signature de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à Eau17 pour la réalisation de l'étude de protection du captage de Lucérat préalable à la requalification de la zone des Charriers.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU explique que dans le cadre de la requalification de la zone des Charriers, de nombreuses mises aux normes doivent être réalisées concernant le pluvial. Eau17 est impliquée dans ces travaux, et les intérêts communs incitent à partager la maîtrise d'ouvrage, et à la confier à Eau17. Le financement, estimé à 30 000 euros au vu des budgets prévisionnels, sera donc partagé à parts égales entre les deux partenaires.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes gère la Zone d'Activité (ZA) des Charriers située sur la commune de Saintes et qu'elle souhaite porter des projets de requalification et d'extension de la ZA. Outre la question du développement économique, ce projet de requalification questionne les enjeux de préservation de la ressource avec la présence du périmètre rapproché de protection du captage d'eau potable de Lucérat.

Ce projet de requalification imposera :

- la réfection des réseaux d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'arrêté préfectoral de protection du captage,
- la création des réseaux d'eaux pluviales urbaines, de bassins de stockage et des équipements de traitement de ces eaux dans le cadre de l'arrêté préfectoral de protection du captage.

Il imposera, de plus, la création et/ou l'extension des réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'eaux pluviales urbaines ainsi que des équipements associés dans le cadre de l'arrêté préfectoral de protection du captage.

Le préalable au projet de requalification de la zone des Charriers est la réalisation d'une étude globale sur les réseaux d'eaux.

Vu l'utilité de recourir à la délégation de maîtrise d'ouvrage, il est proposé de désigner Eau17 comme maître d'ouvrage de l'ensemble des études de faisabilité pour la réhabilitation et l'extension des réseaux d'Eau.

Cette convention sera complétée par une convention sur la maîtrise d'œuvre après identification des travaux à réaliser.

Il convient de rappeler que la CDA de Saintes et Eau17 portent d'ores et déjà un projet de création de réseaux d'eaux pluviales et d'un bassin pluvial sur le sous bassin (BV7).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 8°) relatif à l'eau et l'article 6, I, 9°) Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8,

Vu l'arrêté préfectoral n° 18-1285 du 2 juillet 2018 relatif à la protection du captage de Lucérat qui inscrit l'opération de mise en œuvre d'un bassin pluvial et des équipements annexes (réseaux étanche, traitement, ...) sur le Sous bassin 7 de la zone des Charriers comme une priorité,

Vu la délibération n° 2021-24 du Conseil communautaire en date du 1^{er} mars 2021 autorisant la signature de la convention de participation financière de Eau17 au Bassin Pluvial des Charriers,

Considérant que la compétence « eau potable et assainissement collectif public des eaux usées » est assurée, pour la CDA de Saintes, par Eau17,

Considérant que la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » est assurée par la CDA de Saintes,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal fonction 811, nature 2031,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention ci-jointe à conclure avec Eau17.***
- d'autoriser le Président, ou son représentant en charge de l'eau et de l'assainissement, à signer ladite convention.***

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour***
- 0 Voix contre***
- 0 Abstention***
- 3 élus ne prennent pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE et M. Jérôme GARDELLE en son nom et celui de M. Jean-Michel ROUGER)***

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

2021-200. Candidature à l'Appel à manifestation d'intérêt - Déploiement des plateformes de la rénovation énergétique en Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2022

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique que le guichet unique fonctionne très bien. Il convient de renouveler la candidature vers la région. La candidature 2022 vise à conforter cette action, qui a un impact très important sur le territoire. Plusieurs millions d'euros de travaux sont induits par l'instruction des dossiers via ce guichet unique.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la rénovation énergétique du parc de logements et de bâtiments est un enjeu fort et transversal sur le territoire, puisqu'il présente un potentiel:

- *de maîtrise de sa facture énergétique, la consommation du parc de résidentiel représentant en 2016 un tiers de ses dépenses énergétiques,*
- *de réponse à la précarité énergétique que subissent 16% des ménages de l'agglomération,*
- *de développement économique local, avec un marché qui pourrait être multiplié par 6 à l'horizon 2030 et qui permettrait de créer près de 500 emplois non délocalisables (en se basant sur l'hypothèse d'atteindre la rénovation BBC du parc de logements à horizon 2050 tel que prévu par la loi de transition énergétique de 2015).*

Dans l'objectif de répondre à ces enjeux, l'agglomération de Saintes a répondu en 2020 à l'Appel à Manifestation d'Intérêt lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine et visant à recouvrir l'ensemble du territoire néo-aquitain de plateformes de la rénovation énergétique, bras armé du service public de la rénovation énergétique instauré par la loi de transition énergétique de 2015.

Cet AMI s'inscrit dans le cadre du programme SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique), un programme national financé à 50% par des entreprises privées fournisseurs d'énergie et à 50% par les collectivités locales.

Pour l'année 2021, l'agglomération a porté auprès de la Région un projet de guichet unique de l'amélioration de l'habitat, afin de favoriser l'émergence d'un interlocuteur unique et ainsi de simplifier au maximum le message à destination des particuliers et professionnels du bâtiment et de l'immobilier. Ce projet s'est traduit par l'internalisation d'une mission auparavant exercée par le Centre Régional des Énergies Renouvelables (CRER) en tant qu'Espace Info Energie.

L'année 2021 a permis la montée en puissance du guichet unique, grâce à la fois à la présence en interne d'un conseiller énergie à temps plein, d'une communication nationale favorable, et d'une montée en puissance de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) portée par l'agglomération. Cependant, au regard de cette activité grandissante, le guichet unique n'a répondu qu'à une partie de ses missions en apportant un niveau de service très qualitatif auprès des particuliers, mais sans réussir à mobiliser le tissu des professionnels pour commencer à anticiper les enjeux forts à court, moyen, long terme.

L'agglomération de Saintes doit à nouveau candidater à l'AMI régional afin de bénéficier de subventions pour l'année 2022. Cette candidature traduit une volonté de pérenniser la qualité de l'accompagnement apporté aux particuliers, tout en assurant une plus grande mobilisation du tissu économique local.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat et notamment son article 1 qui précise l'objectif de réduction nationale de 40 % de la consommation d'énergie fossiles d'ici 2030,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188 qui dispose que le plan climat air énergie territorial est porté par les intercommunalités de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de la collectivité,

Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 22 qui prévoit la mise en place sur l'ensemble du territoire français d'un Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH), et son article 188 qui flèche la Région comme échelon coordinateur et promoteur des actions en faveur de l'efficacité énergétique et de lutte contre la précarité, via la Programme Régional pour l'Efficacité Énergétique (PREE),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment les articles 6, I, 3°) et 6, II, 1°), relatifs respectivement à « l'équilibre social de l'habitat » et aux « actions de maîtrise de la demande en énergie ».

Vu la délibération n°2017-174 du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2017 approuvant le projet de Territoire et en particulier l'action « réussir la transition énergétique »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat (PLH) 2017-2022 de la communauté d'agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-04 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant la mise en œuvre d'une Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat de la CDA de Saintes avec un volet Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multi-sites centre-ville centres bourgs et sa convention partenariale, ainsi que le lancement du marché de suivi-animation,

Vu l'arrêté n°209 du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire du 5 septembre 2019 portant validation du programme « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique » (SARE) dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economies d'Energie (CEE), qui permet de financer le déploiement d'un service d'information pour la rénovation énergétique des bâtiments,

Vu la délibération n°2020-1049 du 29 mai 2020 du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine adoptant le Programme Régional pour l'Efficacité Energétique (PREE),

Vu la délibération n°2020-1133 du 3 juillet 2020 du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine adoptant le projet de convention pour le SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique) Etat/Région/Ademe/Anah,

Vu la délibération n°2020-197 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt pour le déploiement des plateformes de la rénovation énergétique en Nouvelle-Aquitaine,

Considérant que 35 % de la consommation énergétique du territoire (en 2016) provient du secteur résidentiel et que 16 % des ménages sont considérés comme étant en précarité énergétique,

Considérant que la CDA de Saintes doit mettre en œuvre une politique énergétique sur son territoire pour répondre aux engagements de son programme TEPOS,

Considérant que dans le cadre de son PLH 2017-2022 et de sa politique Energie, la CDA de Saintes a pour objectif de massifier la rénovation énergétique des logements présents sur son territoire,

Considérant qu'un dispositif de guichet unique de l'amélioration de l'habitat s'appuyant en partie sur l'Espace Info Energie (EIE) financé par l'ADEME et la Région jusqu'en décembre 2020 a été mis en place par l'agglomération de Saintes sur son territoire depuis juillet 2018,

Considérant que l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) 'Déploiement des plateformes de la rénovation énergétique' lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine a pour objectif de déployer, sur l'ensemble du territoire régional, à partir du 1^{er} janvier 2021, un réseau de plateformes proposant un guichet unique de conseil et d'accompagnement pour une rénovation énergétique performante de l'habitat,

Considérant que l'Agglomération de Saintes a été candidat et lauréat de cet AMI pour l'année 2021,

Considérant que l'objectif de la Région est d'avoir une couverture du territoire régional par 50 à 60 plateformes portées préférentiellement par des EPCI. Ces plateformes inciteront à la rénovation énergétique globale performante et bas carbone de l'habitat privé et assureront notamment les missions suivantes obligatoires :

- une information de 1^{er} niveau, un conseil personnalisé et un accompagnement de base « tiers de confiance » des ménages ;*
- une communication, une sensibilisation et une animation auprès des ménages ;*
- une communication, une sensibilisation et une animation des professionnels, notamment pour adapter l'offre privée et favoriser la rénovation énergétique globale,*
- une information de 1^{er} niveau auprès des entreprises du petit tertiaire (entreprises de moins de 10 salariés et d'une surface inférieure à 1 000 m²).*

Considérant que les lauréats de l'AMI bénéficieront pour 2022 d'un financement à l'acte provenant de 2 sources :

- 50 % via le programme approuvé par l'Etat : SARE (Service d'Accompagnement pour la Rénovation Energétique) dans le cadre du dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) pour la période 2020-2024*
- 30 % via la Région Nouvelle-Aquitaine,*

Considérant le dossier de candidature à l'AMI joint à la présente délibération,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le dossier de candidature de l'AMI Déploiement des plateformes de la rénovation énergétique en Nouvelle-Aquitaine lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2022.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de la Transition Écologique, à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la plateforme de rénovation, dont la convention avec la Région.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS ET RESSOURCES

FINANCES

2021-2021. Mise en place d'un fonds de concours pour la réalisation de bornes de recharge pour véhicules électriques

Monsieur le Président indique qu'il est question du fonds de concours prévu pour la réalisation de bornes de recharges électriques. Ce fonds s'élève à 200 euros, et il est nécessaire de le prévoir pour les 36 communes. Il est donc proposé d'attribuer un fonds de concours d'un montant de 7 200 euros afin de pouvoir réaliser l'achat des bornes. Le raccordement électrique de la borne est à la charge de la commune. L'Agglomération prend en charge le coût de la borne, conformément à sa volonté de s'engager pour la réduction des gaz à effet de serre au niveau du territoire. Une start-up locale est à l'origine de cette borne. Le chef d'entreprise est en cours de levée de fonds auprès de plusieurs grands groupes, afin de permettre la distribution de son produit.

Pour le moment, 20 communes ont souhaité s'inscrire dans la démarche.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE n'est pas opposée au progrès, et considère que le positionnement de bornes électriques va devenir une nécessité. De plus, une entreprise issue du pôle innovation porte cette borne, ce qui présente un intérêt double pour le territoire et ses habitants. Elle tient néanmoins à souligner que la transformation du transport vers l'industrie électrique se nourrit d'uranium, un combustible fossile, qui n'est pas renouvelable et produit des déchets. L'électricité la moins chère et la moins polluante est celle qui n'est pas consommée.

Monsieur le Président l'admet, cependant les énergies renouvelables comme les éoliennes et le photovoltaïque ne suffisent pas.

Monsieur Michel ROUX remarque qu'à l'époque de l'existence de Saintronic, des bornes de recharge électriques étaient fabriquées.

Monsieur Jean-Luc FOURRE considère qu'il s'agit davantage d'une borne que d'une prise électrique. La charge est très lente, ce qui nécessitera de laisser la voiture branchée 24 heures. Il existe des bornes plus rapides. De plus, les communes vont être contraintes d'ouvrir une régie afin d'encaisser. Il ne votera pas contre la délibération, dans la mesure où il s'agit d'une entreprise locale qui se lance, cependant il considère qu'il existe des possibilités beaucoup plus rapides.

Monsieur le Président confirme qu'il n'est pas question de bornes à recharge rapide, il s'agit davantage d'un service à destination des scooters, vélos ou trottinettes. Il attend beaucoup de la part des constructeurs automobiles ainsi que d'EDF. Le souhait général est de développer les voitures électriques. Les concessionnaires récupèrent les aides, alors qu'il revient aux collectivités d'installer les bornes.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est allée visiter l'entreprise qui fabrique les bornes, et a posé la même question concernant le paiement. Une régie n'est pas nécessaire, il est possible de payer par téléphone via l'application.

Monsieur Michel ROUX n'a pas souvenir que l'installation des pompes à essence ait été subventionnée.

Monsieur Raymond MOHSEN s'interroge sur l'efficacité de la dispersion de ces bornes dans les 36 communes, par rapport au fait de les concentrer à Saintes.

Monsieur le Président explique que la dispersion correspond au besoin de maillage, et va dans le sens du souhait de l'État, qui préconise un maillage au plus près de l'habitant. Le problème de l'électrique est que l'autonomie est restreinte. La voiture électrique est celle qui est utilisée au quotidien, et la volonté est bien d'aller au plus près des habitants. Pour que la voiture électrique fonctionne, de nombreuses bornes seront nécessaires, et l'État comme les constructeurs n'auront pas d'autres alternatives que de les fabriquer.

Monsieur Pierre DIETZ indique que le directeur de Saintronic entre 2008 et 2014 avait eu pour idée de mettre en place des bornes électriques parcmètres. L'Agglomération pourrait être pilote par rapport à ce type de modèle.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que les transports sont à l'origine de 45 % des émissions de Gaz à Effets de Serre (GES) de l'agglomération de Saintes et 40 % de la consommation énergétique du territoire.

Dans le cadre de son programme Territoire à Energie Positive (TEPOS) et de sa politique de mobilité alternative à la voiture individuelle, la Communauté d'Agglomération de Saintes met en œuvre des actions visant à réduire l'impact environnemental des déplacements sur son territoire.

La mise en place de bornes de recharge de véhicules électriques s'inscrit dans un bouquet de solutions de mobilité ayant pour objectif d'inciter à l'usage de véhicules sans émission de GES et participe au maillage du territoire en lien avec le déploiement des bornes du Syndicat Département d'Électrification et Équipement Rural de la Charente-Maritime (SDEER).

La Communauté d'Agglomération souhaite participer à la mise en place de ces bornes de recharge pour véhicules électriques par le biais d'un fonds de concours d'un montant de 7 200 €, soit 200 € par commune de son territoire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 5216-5 VI précisant qu' : « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 1°), relatif à la protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie et comprenant entre autres « la lutte contre la pollution de l'air »,

Vu l'avis favorable de la commission finances du 17 novembre 2021,

Considérant que la mise en place de bornes de recharge de véhicules électriques s'inscrit dans un bouquet de solutions de mobilité ayant pour objectif d'inciter à l'usage de véhicules sans émission de gaz à effet de serre et participe au maillage du territoire en lien avec le déploiement des bornes du SDEER,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal au compte 2041411,

Considérant que les communes concernées par la réalisation de bornes de recharge pour véhicules électriques devront également délibérer pour acter le versement d'un fonds de concours par la CDA de Saintes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la mise en place d'un fonds de concours d'un montant de 7 200 €, soit 200 € par commune du territoire de la Communauté d'Agglomération de Saintes, pour la réalisation de bornes de recharge pour véhicules électriques.
- **de préciser** que ce fonds de concours d'un montant de 200 € ne sera versé à la commune qu'après production de la facture de réalisation de l'achat par celle-ci et il ne pourra en aucun cas dépasser la part du financement assurée par la commune.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tous documents à intervenir dans le cadre de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 56 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend part au vote

2021-2022. Budget principal - Modification des Autorisations de programme / Crédits de paiement

Monsieur Philippe ROUET souhaite faire part au Conseil de ce qu'il considère comme un dysfonctionnement de la commission finances. Il ne pense pas être le seul à en souffrir. Lors de leur arrivée en commission finances, les membres ne disposent d'aucun document ou élément préparatoire. La réponse apportée est que les chiffres ne sont pas définitifs, toutefois l'objet d'une commission est d'en discuter. Il est difficile de remettre un avis en voyant passer des chiffres sans les comprendre.

Monsieur le Président indique que ces remarques ne sont pas nouvelles, la même remarque avait été faite sous l'ancien mandat. La difficulté réside dans le cloisonnement entre la commission et le Conseil Communautaire. Des temps de travail différents vont être proposés. Les commissions sont toujours prévues avant le Conseil Communautaire, sans que les éléments ne soient réellement aboutis, et il n'existe pas de travail de prospective. L'objectif sera de travailler autrement, avec un timing différent des commissions, afin qu'elles puissent être force de proposition. La frustration est compréhensible, il est effectivement inutile d'être présent uniquement pour écouter ce qui va être annoncé en Conseil Communautaire. Les membres qui siègent à la commission finances disposent des compétences et de l'appétence nécessaires pour mener à bien cette tâche. La frustration a bien été notée, et cette situation est également observée dans les autres commissions. Le fonctionnement va être revu afin de donner un autre rôle aux commissions.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE donne lecture d'un extrait de la délibération. Elle note qu'il s'agit d'une Autorisation de Programme et d'une ligne budgétaire dont le contenu est inconnu.

Monsieur le Président explique que lorsqu'une Autorisation de Programme est ouverte, un montant prévisionnel est inscrit. Les aléas font que les AP/CP sont revus chaque année. Le montant prévu au niveau de l'Autorisation de Programme ne varie jamais, mais l'argent qui n'a pas été consommé en 2021 figure de nouveau en 2022. Il s'agit d'une question de sincérité budgétaire, requise par la loi.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est tout à fait d'accord sur ce point. Elle souhaiterait simplement que l'intitulé de la ligne soit plus précis.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle qu'en principe, l'annualité budgétaire s'impose « aux collectivités ». Ce principe définit la période que doit couvrir le budget et la durée de son exécution, appelé « exercice » soit du 01/01 au 31/12. Cependant, les dépenses, pour un même projet, s'échelonnent souvent sur plusieurs exercices. C'est pourquoi la pluri-annualité est autorisée dans un cadre défini.

Ainsi, si le budget a toujours un caractère annuel, les dépenses gérées à travers des autorisations de programme et/ou d'engagement, revêtent, quant à elles, un caractère pluriannuel puisqu'elles correspondent à des autorisations sur plusieurs exercices.

Les autorisations de programme (AP) sont définies comme la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées.

Les crédits de paiement inscrits au budget pour l'année en cours constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année dans le cadre des autorisations de programme.

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par l'EPCI ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Il convient d'ajuster la ventilation de crédits sur les autorisations de programme « Informatique : nouveau siège » en raison de la passation de marchés en fin d'année 2021 et début 2022 nécessitant un rééchelonnement des crédits de paiement, et « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » afin de prendre en compte l'augmentation des dossiers de demande de subventions en 2021.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2311-3 et R. 2311-9,

Vu la délibération n°2019-221 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2019 portant création de l'AP/CP « Informatique : nouveau siège »,

Vu la délibération n°2021-39 du Conseil Communautaire du 30 mars 2021 portant bilan de cette autorisation de programme et des crédits de paiement associés, comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022
830 000 €	54 056,42 €	574 000 €	201 943,58 €

Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2021 et 2022, il convient d'ajuster la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022
830 000 €	54 056,42 €	411 200 €	364 743,58 €

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 relative à la création de l'autorisation de programme / crédits de paiement « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 »,

Vu la délibération n°2021-39 du Conseil Communautaire du 30 mars 2021 portant bilan de cette autorisation de programme et des crédits de paiement associés, comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	511 500 €	730 000 €	675 000 €	553 000 €	426 367,63 €

Au vu des prévisions de réalisation pour les années 2021 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	778 500 €	730 000 €	575 000 €	453 000 €	359 367,63 €

Considérant l'avis favorable de la Commission Finances du 17 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'ajuster** la ventilation des crédits de paiement de l'autorisation de programme « Informatique : nouveau siège » comme indiqué dans le tableau ci-dessus.
- **d'ajuster** la ventilation des crédits de paiement de l'autorisation de programme « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » comme indiqué dans le tableau ci-dessus.
- **d'ajuster** les inscriptions budgétaires 2021 compte tenu des crédits de paiement ci-dessus repris.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à engager les dépenses à hauteur de l'autorisation de programme et à mandater les dépenses y afférentes à hauteur des crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-2023. Budget Principal - Avances sur subventions 2022 aux associations

Monsieur le Président rappelle qu'un budget est voté chaque année. Il est nécessaire que les subventions aux associations puissent déjà être versées. La loi permet d'accorder jusqu'à 30% des subventions de fonctionnement avant le vote du budget. Il est proposé d'effectuer cette avance afin de permettre aux associations de fonctionner sans difficultés de trésorerie. L'avance portera donc sur 30% de la somme que les associations ont touchée en 2021. Le tableau précise les montants.

Monsieur Rémy CATROU souhaite savoir s'il s'agit d'une demande de la part des associations.

Monsieur le Président le confirme. Les associations fonctionnent selon l'année calendaire, ce qui n'est pas forcément le cas des budgets. Elles se retrouveraient donc sans ressources durant plusieurs mois, ce qui serait compliqué pour certaines. Cette mesure ne dispensera pas de voter la subvention, dont le montant ne sera pas nécessairement identique à celui de l'année N-1.

Monsieur Philippe ROUET observe que l'Agglomération est la seule à agir en ce sens, les associations qui perçoivent les financements du Département ou de l'État ne les reçoivent qu'entre avril et juin. Seule la somme versée par la CDA leur permet de tenir le coup en début d'année.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que les collectivités et leurs groupements sont libres de décider le versement d'une subvention, soit totalement, soit partiellement avant que l'opération ou la manifestation subventionnée n'ait été réalisée.

L'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) permet, si le budget n'a pas été adopté au 1^{er} janvier, de mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

C'est ainsi que le Conseil Communautaire peut voter le versement d'avances sur subventions à des associations, avant le vote du budget primitif. Toute décision d'attribution et/ou de versement anticipé doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire conformément à l'article L2311-7 du CGCT.

Il s'agit essentiellement d'associations sociales, périscolaires et de jeunesse dont la trésorerie ne permet pas de régler tous les frais de fonctionnement avant le versement de la subvention, notamment les frais de personnel.

Ainsi, le Conseil Communautaire vote tous les ans des avances de subventions à ces associations, dans la limite de 30 % de la subvention de fonctionnement accordée l'année précédente, hors actions spécifiques. Le versement de ces avances est conditionné à la demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie.

Pour rappel, dès lors que la collectivité a accordé une subvention, elle dispose d'un droit de contrôle sur l'utilisation des fonds alloués. L'association peut être amenée à rembourser totalement ou partiellement une subvention ou une avance si elle n'a pas respecté les conditions fixées à son octroi, ou si la subvention ou l'avance n'a pas reçu l'emploi auquel elle était destinée.

Les associations concernées sont :

	Montants versés en 2021	Avance proposée avant le vote du BP 2022 (30 %)
CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU	300 000 €	90 000 €
CENTRE SOCIAL BOIFFIERS BELLEVUE	235 000 €	70 500 €
MISSION LOCALE DE LA SAINTONGE	253 000 €	75 900 €
CENTRE DE LOISIRS LES FRIMOUSSES	165 000 €	49 500 €
CENTRE DE LOISIRS LES AVENTURIERS	154 000 €	46 200 €
SAS	120 000 €	36 000 €
CENTRE SOCIAL BELLE RIVE	120 000 €	36 000 €
COS	88 406 €	26 521 €
DO L'ENFANT DOM	24 000 €	7 200 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que dans l'attente du vote du budget primitif 2022, certaines associations peuvent solliciter le versement d'une avance sur leur subvention afin de faire face à leurs besoins de trésorerie,

Considérant l'avis favorable de la Commission finances du 17 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** le versement d'une avance de subventions dans la limite de 30 % des subventions accordées, hors subventions accordées pour des actions spécifiques, au titre de l'année 2021 pour les associations suivantes, étant précisé que ces montants constituent des maxima et ne seront mandatés qu'en fonction des besoins et sur demande expresse de l'association accompagnée d'un plan de trésorerie.
- **d'autoriser** le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.

	Montants versés en 2021	Avance proposée avant le vote du BP 2022 (30 %)
CENTRE DE LOISIRS LE PIDOU	300 000 €	90 000 €
CENTRE SOCIAL BOIFFIERS BELLEVUE	235 000 €	70 500 €
MISSION LOCALE DE LA SAINTONGE	253 000 €	75 900 €
CENTRE DE LOISIRS LES FRIMOUSSES	165 000 €	49 500 €
CENTRE DE LOISIRS LES AVENTURIERS	154 000 €	46 200 €
SAS	120 000 €	36 000 €
CENTRE SOCIAL BELLE RIVE	120 000 €	36 000 €
COS	88 406 €	26 521 €
DO L'ENFANT DOM	24 000 €	7 200 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-204. Budget principal - Admissions en non-valeur 2021

Monsieur le Président explique qu'il est nécessaire de passer des admissions en non-valeur, c'est-à-dire des créances irrécouvrables ou éteintes. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que l'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître des écritures de prise en charge du comptable public les créances irrécouvrables. L'irrécouvrabilité de la créance peut trouver son origine dans la situation du débiteur (insolvabilité, disparition, par exemple) ou encore dans l'échec du recouvrement malgré toutes les diligences menées par le comptable public.

Contrairement à la remise gracieuse, l'admission en non-valeur ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur revient à meilleure fortune. L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public et proposée au vote de l'assemblée délibérante.

Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély a transmis une liste d'admission en non-valeur pour un montant total de 28 431,36 € pour 227 tiers, dont 14 009,76 € pour des créances irrécouvrables, et 14 421,60 € pour des créances éteintes dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à l'EPCI et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1617-5 et R. 1617-24,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant que Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély a transmis une demande d'admission en non-valeur pour des créances irrécouvrables, pour un montant total de 14 009,76 € (quatorze mille neuf euros et soixante-seize centimes) sur le Budget Principal, concernant les années 2013 à 2020, selon la liste suivante :

- N° 4471420233 du 21/10/2020

Considérant que l'admission en non-valeur de ces produits a pour effet d'apurer la comptabilité de Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély, dont la responsabilité ne se trouve pas déchargée pour autant,

Considérant que ces produits n'ont pas pu être recouverts par Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély pour différentes raisons (personnes insolubles, dettes apurées par décision de justice, sommes trop faibles pour faire l'objet de poursuites...),

Considérant que l'encaissement de ces recettes sera poursuivi, notamment dans le cas d'un changement de situation financière des débiteurs qui reviendraient « à meilleure fortune »,

Considérant par ailleurs, la demande d'admission en créances éteintes, pour un montant de 14 421,60 € (quatorze mille quatre cent vingt-et-un euro et soixante centimes), adressée par Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély,

Considérant les crédits inscrits au chapitre 65, comptes 6541 et 6542,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 17 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *L'admission en non-valeur des créances irrécouvrables pour un montant de 14 009,76 € (quatorze mille neuf euros et soixante-seize centimes) sur le Budget Principal, exercice 2021.*
- *L'admission en créances éteintes pour un montant de 14 421,60 € (quatorze mille quatre cent vingt-et-un euro et soixante centimes) sur le Budget Principal, exercice 2021,*

- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-205. Budget Principal - Décision modificative n° 3 - Exercice 2021

Monsieur le Président précise qu'il est nécessaire d'adapter le budget en fonction de la vie de l'Agglomération. Les charges à caractère général et les charges de personnel ont augmenté, notamment du fait de la Covid. Le détail des chiffres figure dans la délibération. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le budget primitif étant un document prévisionnel, il peut être nécessaire pour la Communauté d'agglomération de Saintes d'ajuster en cours d'année les prévisions de crédits.

En dépenses de fonctionnement, les ajustements sont pour l'essentiel :

+ 650 000€ de hausse des besoins RH en raison du protocole sanitaire COVID imposé dans les établissements accueillant du public (école, restauration, accueil péri et extra-scolaire, crèches, les piscines).

+ 117 500€ de décisions découlant des projets survenus en cours d'année dans les domaines des solidarités (Programme Réussite Educatives, Colos apprenantes...) et de l'habitat (augmentation du nombre de dossiers de demande de subvention).

En recettes de fonctionnement, les ajustements sont pour l'essentiel :

+ 494 000€ de la régularisation des recettes supplémentaires de la fiscalité et des dotations provenant de leur notification officielle par l'Etat communiquée après le vote du budget.

En investissement les ajustements sont de 583 000 € principalement des ajustements de crédits sur les aides au logement, les réseaux d'eaux pluviales urbaines ainsi que la régularisation de dépenses antérieures par le syndicat de voirie.

Compte tenu de la présentation du rapport ci-dessous exposé,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M14,

Vu le budget primitif 2021 du budget principal voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-31 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du budget principal, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-89 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-90 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget principal,

Vu la délibération n°2021-91 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 approuvant la décision modificative n°1 du Budget principal pour l'exercice 2021,

Vu la délibération n°2021-171 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 approuvant la décision modificative n°2 du Budget principal pour l'exercice 2021,

Considérant la nécessité de procéder à un ajustement des crédits du Budget principal,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 17 novembre 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
011 - Charges à caractère général		+ 117 400 €	
	60632 - Fournitures	+ 2 500 €	Colos apprenantes
	611 - Contrats de prestations de services	+ 31 900 €	Colos apprenantes
	611 - Contrats de prestations de services	+ 13 500 €	PRE
	611 - Contrats de prestations de services	+ 2 000 €	Projet Graff sur l'école Roger Pérat Maternelle
	611 - Contrats de prestations de services	+ 36 000 €	Suivi animation de l'OPAH-RU
	611 - Contrats de prestations de services	+ 10 000 €	Surplus de dossiers traités par SOLIHA
	6226 - Honoraires	+ 6 000 €	Audit assurances mission d'assistance
	62878 - Mise à disposition de personnel	+ 14 000 €	Mise à disposition d'un agent à la chambre d'agriculture en 2020 et 2021
	637 - Autres impôts et taxes	+ 1 500 €	Ordures ménagères des installations illicites des gens du voyage
012 - Charges de personnel		+ 650 000 €	
	64131 - Personnel non titulaire	+ 350 000 €	Besoins ponctuels non anticipables suite aux mesures sanitaires imposées par la pandémie du COVID
	6451 - URSSAF	+ 150 000 €	
	6453 - Caisses de retraite	+ 150 000 €	
65 - Autres charges de gestion courante		+ 5 736 €	
	6512 - Licences informatiques	+ 2 736 €	Acquisition abonnement de licences à l'outil Klaxoon
	6574 - Subventions	+ 5 000 €	Subvention à l'Université de La Rochelle

	6574 - Subventions	- 2 000 €	Baisse des projets Emancip'action suite au COVID
67 - Charges exceptionnelles		- 591 138 €	
	678 - Autres charges exceptionnelles	+ 19 609,20 €	Convention d'assistance financière avec le Syndicat Départemental de la Voierie
	678 - Autres charges exceptionnelles	- 610 747,20 €	Diminution de la réserve pour équilibrer la section de fonctionnement
023 - Virement à la section d'investissement		+ 312 400 €	Pour équilibre de la section d'investissement
TOTAL		+ 494 398 €	

RECETTES

73 - Impôts et taxes		- 43 098 €	
	73111 - Impôts directs locaux	- 261 687 €	
	73112 - CVAE	+ 212 381 €	
	73113 - TASCOM	- 8 650 €	
	73114 - IFER	- 2 936 €	
	7382 - Fraction de TVA	+ 17 794 €	
74 - Dotations et participations		+ 537 496 €	
	74718 - Subvention SDJES	+ 34 400 €	Colos apprenantes
	74718 - Subvention Préfecture	+ 8 000 €	Quartiers d'été
	74718 - Subvention Préfecture	+ 3 000 €	Quartiers solidaires jeunes
	74833 - Compensation CET	+ 492 096 €	Fiscalité
TOTAL		+ 494 398 €	

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

CHAPITRE		MONTANT	COMMENTAIRES
204 - Subventions d'équipement versées		+ 57 200 €	
	2041411 - Biens mobiliers	+ 7 200 €	Fonds de concours aux communes pour bornes de

			recharges pour véhicules électriques
	2041412 - Bâtiments et installations	+ 48 000 €	Fonds de concours
	20422 - Bâtiments et installations	+ 2 000 €	Solde subvention primo-accédant ancien PLH
21 - immobilisations corporelles		+ 420 876,21 €	
	2138 - Autres constructions	+ 270 876,21 €	Régularisation de facture dans le cadre de la Convention d'assistance financière avec le Syndicat Départemental de la Voierie
	21538 - Autres réseaux	+ 150 000 €	Eaux pluviales urbaines
26 - Participations et créances rattachées à des participations	261- Titres de participation	+ 1 000 €	Acquisition de 10 actions détenues par la CAF de la Charente Maritime
Opération n° 488 - « Logement social »	204182 - Bâtiments et installations	+ 17 000 €	Solde de subventions habitat
Opération n° 489 - « Aides au logement OPAH-RU »	20422 - Bâtiments et installations	+ 250 000 €	Subventions PLH aux particuliers
Opération n° 503 « informatique : nouveau siège »	2183 - Matériel informatique	- 162 800 €	Ajustement des crédits de paiement de l'autorisation de programme
TOTAL		+ 583 276,21 €	
RECETTES			
021 - Virement de la section de fonctionnement		+ 312 400 €	Pour équilibrer la section d'investissement
21 - immobilisations corporelles	2138 - Autres constructions	+ 270 876,21 €	Régularisation de facture dans le cadre de la Convention d'assistance financière avec le Syndicat Départemental de la Voierie
TOTAL		+ 583 276,21 €	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver la décision modificative n°3 du budget principal pour l'exercice 2021, par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- **59 Voix pour**
- **0 Voix contre**
- **0 Abstention**
- **0 Ne prend pas part au vote**

2021-2026. Budget Principal - Budgets annexes : Régie des Déchets et Transports Urbains et Mobilités - Autorisation de liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote des budgets primitifs 2022

Monsieur le Président propose aux membres de l'autoriser à ouvrir des crédits d'investissement. Il s'agit de permettre le fonctionnement jusqu'au vote du budget. En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. Ainsi, le montant total des crédits ouverts est de :

- 2 178 432,23 € pour le budget principal,
- 352 625 € pour le budget annexe Régie des Déchets,
- 203 875 € pour le budget annexe Transports Urbains et Mobilités,
- 2 380,50 € pour le budget annexe Hôtel d'entreprises.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.1612-1,

Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M4,

Considérant que jusqu'à l'adoption des budgets primitifs 2022, l'exécutif peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 novembre 2021,

Considérant l'avis favorable de la Commission finances du 17 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'ouvrir les crédits suivants en investissement :**

BUDGET PRINCIPAL

Opérations	Chapitres	Natures	Services	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION				1 934 490,91 €	483 622,73 €
	16	165	SOLIDARITES	2 500,00 €	625,00 €
	20	202	AMENAGEMENT	108 458,00 €	27 114,50 €
		2031	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 195,00 €	548,75 €
			ESPACES NATURELS RANDONNEES	150 000,00 €	37 500,00 €
			PISCINES	5 000,00 €	1 250,00 €

		TRAVAUX BATIMENTS	40 000,00 €	10 000,00 €
	2033	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2 400,00 €	600,00 €
204	2041582	TRAVAUX BATIMENTS	26 197,91 €	6 549,48 €
	204172	ESPACES NATURELS RANDONNEES	700 000,00 €	175 000,00 €
	20421	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	200 000,00 €	50 000,00 €
21	21318	TRAVAUX BATIMENTS	19 000,00 €	4 750,00 €
	2135	TRAVAUX BATIMENTS	135 000,00 €	33 750,00 €
	2151	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	31 448,00 €	7 862,00 €
		FONCTIONNEMENT ZAC	10 000,00 €	2 500,00 €
	21532	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	124 080,00 €	31 020,00 €
	21534	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	21 360,00 €	5 340,00 €
	21538	ESPACES NATURELS RANDONNEES	100 000,00 €	25 000,00 €
	21745	TRAVAUX BATIMENTS	35 000,00 €	8 750,00 €
	2184	MOYENS GENERAUX	18 552,00 €	4 638,00 €
	2188	C.I.S.P.D	1 500,00 €	375,00 €
		DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	138 000,00 €	34 500,00 €
		ENVIRONNEMENT	1 000,00 €	250,00 €
		FONCTIONNEMENT ZAC	15 000,00 €	3 750,00 €
		MOYENS GENERAUX	12 000,00 €	3 000,00 €
		RGPD	1 200,00 €	300,00 €
		SERVICE COMMUNICATION	10 000,00 €	2 500,00 €
		SOLIDARITES	1 000,00 €	250,00 €
		TRAVAUX BATIMENTS	18 600,00 €	4 650,00 €
27	275	FINANCES	5 000,00 €	1 250,00 €

371 - INVESTISSEMENTS SIEGE ET TRAVAUX DIVERS				27 500,00 €	6 875,00 €
	21	2135	TRAVAUX BATIMENTS	2 500,00 €	625,00 €
		2158		2 500,00 €	625,00 €
		2183	MOYENS GENERAUX	2 000,00 €	500,00 €
		2184	MOYENS GENERAUX	10 000,00 €	2 500,00 €
			RESSOURCES HUMAINES	5 000,00 €	1 250,00 €
		2188	MOYENS GENERAUX	2 500,00 €	625,00 €
			TRAVAUX BATIMENTS	3 000,00 €	750,00 €
385 - TRAVAUX BATIMENTS ET MOBILIER SCOLAIRE				240 000,00 €	60 000,00 €
	20	2031	TRAVAUX BATIMENTS	5 000,00 €	1 250,00 €
	21	21728		24 000,00 €	6 000,00 €
		21735		43 000,00 €	10 750,00 €
		2184	EDUCATION ENFANCE FAMILLE	50 000,00 €	12 500,00 €
	2188	118 000,00 €		29 500,00 €	
418 - AIRE DES GENS DU VOYAGE				18 000,00 €	4 500,00 €
	21	21318	TRAVAUX BATIMENTS	18 000,00 €	4 500,00 €
461 - AQUEDUC				87 733,00 €	21 933,25 €
	20	2031	TOURISME	87 733,00 €	21 933,25 €
474 - MATERIEL INFORMATIQUE				460 662,00 €	115 165,50 €
	20	2051	INFORMATIQUE	215 162,00 €	53 790,50 €
	21	2183		245 500,00 €	61 375,00 €
475 - TRAVAUX ET MATERIEL PISCINES				46 000,00 €	11 500,00 €
	21	2181	PISCINES	26 000,00 €	6 500,00 €
		2184		4 000,00 €	1 000,00 €
		2188		16 000,00 €	4 000,00 €
476 - DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE				84 000,00 €	21 000,00 €
	204	20421	TOURISME	84 000,00 €	21 000,00 €
477 - RIVIERES (GEMAPI ET HORS GEMAPI)				78 840,00 €	19 710,00 €
	204	204182	ESPACES NATURELS RANDONNEES	78 840,00 €	19 710,00 €
482 - ITINERAIRES RANDONNEES				120 535,00 €	30 133,75 €
	20	2031	ESPACES NATURELS RANDONNEES	25 080,00 €	6 270,00 €
	204	2041412		14 455,00 €	3 613,75 €
	21	2148		21 000,00 €	5 250,00 €
		2152		50 000,00 €	12 500,00 €
		2188		10 000,00 €	2 500,00 €
483 - NOUVEAU SIEGE CDA				3 570 000,00 €	892 500,00 €
	21	2128		70 000,00 €	17 500,00 €
		2184		500 000,00 €	125 000,00 €
	23	232		50 283,00 €	12 570,75 €
		237		94 600,00 €	23 650,00 €
		238		2 855 117,00 €	713 779,25 €
484 - SENTIER DU CORAN				160 090,00 €	40 022,50 €
	204	204132	ESPACES NATURELS RANDONNEES	160 090,00 €	40 022,50 €
504 - BASSIN BV7 CHARRIERS				1 585 878,00 €	396 469,50 €

	20	2031		25 000,00 €	6 250,00 €
	21	21538	ESPACES NATURELS RANDONNEES	150 000,00 €	37 500,00 €
		2158		1 410 878,00 €	352 719,50 €
507	- NOUVELLE PISCINE			300 000,00 €	75 000,00 €
	20	2031		150 000,00 €	37 500,00 €
	21	2111	TRAVAUX BATIMENTS	150 000,00 €	37 500,00 €

BUDGET ANNEXE « REGIE DES DECHETS »

Opérations	Chapitres	Natures	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION	21	2111	100 000,00 €	25 000,00 €
32 - MATERIEL DE BUREAU	21	2183	4 000,00 €	1 000,00 €
33 - ACQUISITION MATÉRIEL DE TRANSPORT	21	2182	30 000,00 €	7 500,00 €
54 - BATIMENT COLLECTE	21	2135	20 000,00 €	5 000,00 €
63 - CONTENEURS	21	2153	30 000,00 €	7 500,00 €
69 - RÉHABILITATION LOGEMENT GARDIEN	21	2135	20 000,00 €	5 000,00 €
86 - MATERIEL ROULANT COLLECTE	21	2182	496 500,00 €	124 125,00 €
102 - CAISSONS ET COMPACTEURS	21	2153	65 000,00 €	16 250,00 €
103 - POLYBENNES	21	2182	160 000,00 €	40 000,00 €
107 - MISE AUX NORMES DECHETTERIES	23	2313	300 000,00 €	75 000,00 €
111 - DECHETTERIE SUD	20	2031	20 000,00 €	5 000,00 €
474 - MATERIEL INFORMATIQUE	21	2183	165 000,00 €	41 250,00 €

BUDGET ANNEXE « TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITES »

Opérations	Chapitres	Natures	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION	20	2031	43 000,00 €	10 750,00 €
	21	2135	20 000,00 €	5 000,00 €
		2145	4 000,00 €	1 000,00 €
		2156	746 900,00 €	186 725,00 €
		2183	100,00 €	25,00 €
		2188	1 500,00 €	375,00 €

BUDGET ANNEXE « HOTEL D'ENTREPRISES »

Opération	Chapitre	Nature	Total budget 2021	Crédits ouverts 2022
SANS OPERATION	21	2188	9 522,00 €	2 380,50 €

Ces crédits seront repris dans les inscriptions budgétaires de chaque Budget Primitif 2022 respectif.

- **D'autoriser** le Président ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents à cet effet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-207. Charges à répartir entre le Budget Principal et le Budget Annexe Régie des Déchets - Exercice 2021

Monsieur Jérôme GARDELLE rappelle qu'il s'agit d'un exercice classique. Le Budget Principal fait appel au Budget Annexe pour régler les ressources RH utilisées pour le fonctionnement des budgets annexes. La présentation est différente de celle des années précédentes. La charge à répartir pour l'exercice 2021 serait de 149 406 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que des pourcentages permettent de répartir cette somme sur les différents services présentés. Elle demande ce qu'il advient des pourcentages manquants.

Monsieur Jérôme GARDELLE explique que la partie manquante correspond au Budget Général de l'Agglomération.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le budget principal supporte des dépenses de personnel d'agents intervenant pour les Budgets Annexes « Transports urbains et mobilités » et « Régie des déchets ».

Il convient de prendre en compte les flux comptables réciproques sur chacun des budgets concernés. Cela couvre les frais relatifs aux services Finances, Ressources Humaines, Travaux, Affaires Générales et Informatique selon la répartition suivante :

	Quotité budget annexe " Régie des déchets "
FINANCES	7 %
TRAVAUX	6 %
RESSOURCES HUMAINES	10 %
AFFAIRES GENERALES	6 %
INFORMATIQUE	3 %

Pour l'année 2021, le montant des charges à répartir pour le budget annexe « Régie des Déchets » s'élève à 149 406 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 4,

Considérant que le Budget Principal supporte des charges salariales transversales en lieu et place du Budget Annexe Régie des Déchets,

Considérant le coût salarial pour l'année 2021 des personnes concernées,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 novembre 2021,

Considérant l'avis favorable de la Commission Finances du 17 novembre 2021,

Le Budget Annexe Régie des Déchets se doit, à ce titre, de rembourser au Budget Principal la somme de 149 406 € au titre de l'exercice 2021.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le remboursement des charges 2021 ci-dessus mentionnées par le Budget Annexe Régie des Déchets au Budget Principal pour la somme de 149 406 €.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-208. Budget Annexe Régie des Déchets - Admissions en non-valeur 2021

Monsieur Jérôme GARDELLE indique qu'il s'agit à nouveau de créances irrécouvrables ou éteintes.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE comprend qu'il est difficile de récupérer des créances en cas de décès. Toutefois, plus de 51 000 euros portent sur des créances irrécouvrables. Elle demande s'il existe un protocole de récupération des dettes plus régulier, afin d'éviter qu'elles n'atteignent de telles sommes, ou s'il s'agit de sommes normales chaque année.

Monsieur le Président explique que ce travail est effectué par la trésorerie, qui recherche des créanciers. Lorsqu'elle n'en trouve pas, elle demande d'apurer les dettes.

Monsieur Jérôme GARDELLE précise que les créances irrécouvrables correspondent à une situation à un instant T. Si le foyer qui n'était pas en mesure de payer les dettes l'est à nouveau, la créance revient. Il s'agit d'apurement comptable. La somme est conséquente, mais doit être mise en relation avec le Budget Général. Environ 7 millions d'euros de factures sont émis chaque année. Certains foyers font face à des difficultés.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que l'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître des écritures de prise en charge du comptable public les créances irrécouvrables. L'irrécouvrabilité de la créance peut trouver son origine dans la situation du débiteur (insolvabilité, disparition, par exemple) ou encore dans l'échec du recouvrement malgré toutes les diligences menées par le comptable public.

Contrairement à la remise gracieuse, l'admission en non-valeur ne fait pas obstacle à un recouvrement ultérieur dans l'hypothèse où le débiteur revient à meilleure fortune.

L'admission en non-valeur est demandée par le comptable public et proposée au vote de l'assemblée délibérante.

Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély a transmis huit listes d'admission en non-valeur pour un montant total de 70 624,30 € pour 656 tiers, dont 51 699,71 € pour des créances irrécouvrables, et 18 924,59 € pour des créances éteintes dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à l'EPCI et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1617-5 et R. 1617-24,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Considérant que Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély a transmis une demande d'admission en non-valeur pour des créances irrécouvrables, pour un montant de 51 699,71 € (cinquante et un mille six cent quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-et-onze centimes) sur le Budget Annexe Régie des Déchets, concernant les années 2012 à 2021, selon les listes suivantes :

- 4911660533 du 04/05/2021
- 4911860233 du 04/05/2021
- 4912860533 du 04/05/2021
- 4947900833 du 04/05/2021
- 5000380233 du 04/05/2021
- 5046000133 du 27/08/2021

Considérant que l'admission en non-valeur de ces produits a pour effet d'apurer la comptabilité de Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély, dont la responsabilité ne se trouve pas dégagée pour autant,

Considérant que ces produits n'ont pas pu être recouverts par Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély pour différentes raisons (personnes insolvables, dettes apurées par décision de justice, sommes trop faibles pour faire l'objet de poursuites...),

Considérant que l'encaissement de ces recettes sera poursuivi, notamment dans le cas d'un changement de situation financière des débiteurs qui reviendraient « à meilleure fortune »,

Considérant par ailleurs, la demande d'admission en créances éteintes, pour un montant de 18 924,59 € (dix-huit mille neuf cent vingt-quatre euros et cinquante-neuf centimes), adressée par Monsieur le comptable public assignataire de Saint Jean d'Angély, selon les listes suivantes :

- 4940480233 du 04/05/2021
- 5000380233 du 04/05/2021
- 5066430333 du 27/08/2021
- 5046000133 du 27/08/2021

Considérant les crédits inscrits au chapitre 65, comptes 6541 et 6542,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 8 novembre 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 17 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables pour un montant de 51 699,71 € (cinquante et un mille six cent quatre-vingt-dix-neuf euros et soixante-et-onze centimes) sur le Budget Annexe Régie des Déchets, exercice 2021.
- l'admission en créances éteintes pour un montant de 18 924,59 € (dix-huit mille neuf cent vingt-quatre euros et cinquante-neuf centimes) sur le Budget Annexe Politique des déchets, exercice 2021,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-209. Budget Annexe Régie des déchets - Décision modificative n° 2 - Exercice 2021

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que le niveau des admissions en non-valeur va nécessiter le vote d'une décision modificative. Un montant de 70 000 euros d'annulations de titres s'ajoute à ces admissions en non-valeur.

Monsieur Michel ROUX souhaite savoir si les exonérations pour les entreprises, notamment en lien avec la crise sanitaire, sont prises en charge par le budget.

Monsieur Jérôme GARDELLE indique que le budget concerné est le Budget Annexe, qui n'a pas reçu les recettes escomptées. Il existe une facturation du Budget Annexe vers le Budget Général, afin que la compétence économie de la CDA vienne couvrir ce manque à gagner pour le Budget Annexe.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur expose que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

L'ajustement des dépenses concerne essentiellement la régularisation des créances admises en non-valeur et les annulations de titres sur exercices antérieurs en fonctionnement, l'achat de nouveaux bacs et l'extension de la déchetterie Nord en investissement.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M4,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés»,

Vu le budget primitif 2021 du Budget Annexe Régie des déchets voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-32 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe Régie des déchets, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-92 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-93 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Régie des Déchets,

Vu la délibération n°2021-94 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 approuvant la décision modificative n°1 du Budget annexe Régie des déchets pour l'exercice 2021,

Considérant que le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a formulé un avis favorable le 8 novembre 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 17 novembre 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
65 - Autres charges de gestion courante	6541 - Créances admises en non-valeur	+ 70 000 €	Rattrapage de créances admises en non-valeur
042 - Dotation aux amortissements	675 - Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	+ 8 600 €	Sortie d'inventaire lors de la cession d'une benne à ordures ménagères
67 - Charges exceptionnelles		- 78 600 €	
	673 - Titres annulés	+ 70 000 €	Annulation de titres sur exercices antérieurs
	678 - Réserve	- 148 600 €	Pour équilibrer la section de fonctionnement
TOTAL		0 €	

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
Opération n° 63 « conteneurs »	2153 - Installations à caractère spécifique	+ 25 000 €	Achat de nouveaux bacs
Opération n° 107 « mise aux normes déchetteries »	2313 - Constructions	+ 66 775,56 €	Extension de la déchetterie Nord
21 - immobilisations corporelles	2188 - Réserve	- 83 175,56 €	Diminution de la réserve pour équilibrer la section d'investissement
TOTAL		+ 8 600 €	
RECETTES			
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	2182 - Matériel de transport	+ 8 600 €	Sortie d'inventaire lors de la cession d'une benne à ordures ménagères
TOTAL		+ 8 600 €	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n°2 du Budget Annexe Régie des déchets pour l'exercice 2021, par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-210. Subvention d'équilibre 2021 au Budget Annexe Transports Urbains et mobilités

Monsieur Philippe DELHOUME précise que comme chaque année, cette subvention est indispensable pour conserver la bonne qualité des services publics. La subvention s'élève exceptionnellement à 300 000 euros pour cette année.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, applicable aux communes et établissements publics de coopération intercommunale, dispose qu'il est interdit de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L. 2224-1.

Toutefois, le conseil peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

1° Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;

2° Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;

3° Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la collectivité aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

La décision du conseil fait l'objet, à peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la collectivité, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent.

Pour 2021, la subvention d'équilibre versée au budget annexe Transports Urbains et Mobilités s'élève à 300 000 €. Elle est en forte baisse par rapport à 2020 (820 000 €) en raison d'une hausse exceptionnelle et ponctuelle des recettes.

Ces hausses sont liées pour 347 843 € à une régularisation de la convention de mutualisation avec la Région et pour 197 431 € par le reversement par Kéolis du forfait de charges au titre de 2020 qui n'avait pu être intégré dans l'exercice précédent.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général de Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 2224-2,

Vu les instructions budgétaires et comptables M 43 et M 14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Vu les délibérations n° 2021-31 et n°2021-33 en date du 30 mars 2021 relatives à l'approbation des Budgets Primitifs 2021 du Budget Principal et du Budget Annexe Transports Urbains et mobilités, et n°2021-97 du 8 juin 2021 relative à la Décision Modificative n°1 du Budget Annexe Transports Urbains et mobilités,

Considérant que l'équilibre de la section d'exploitation du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités ne peut être obtenu sans subvention du Budget Principal, celle-ci pouvant être autorisée en application de l'article L. 2224-2 du CGCT,

Considérant que la subvention versée au Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités est motivée par la volonté de pérenniser le service public des transports urbains dans des conditions acceptables pour les usagers. La non prise en charge par le Budget Principal conduirait en effet à une augmentation excessive des tarifs,

Considérant que la subvention 2021 est estimée à la date du 28 octobre 2021, l'exercice 2021 n'étant pas clos,

Considérant l'avis favorable de la Commission Finances du 17 novembre 2021,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de fixer** le montant de la subvention d'équilibre du Budget Principal au Budget Annexe Transports Urbains et mobilités à 300 000 € afin de couvrir les dépenses de fonctionnement propres à ce Budget Annexe.

- **de préciser** que les crédits sont inscrits au compte 67441 pour le Budget Principal et 774 pour le Budget Annexe Transports Urbains.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tous les documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

2021-211. Charges à répartir entre le Budget Principal et le Budget Annexe Transports urbains et mobilités - Exercice 2021

Monsieur Philippe DELHOUME explique qu'il s'agit de payer au Budget Principal les personnels des différents bureaux. Le montant s'élève à 53 737 euros.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

* * * * *

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le Budget Principal supporte des dépenses de personnel d'agents intervenant pour les Budgets Annexes « Transports urbains et mobilités » et « Régie des déchets ».

Il convient de prendre en compte les flux comptables réciproques sur chacun des budgets concernés. Cela couvre les frais relatifs aux services Finances, Ressources Humaines, Travaux, Affaires Générales et Informatique, répartis comme suit :

	Quotité budget annexe "Transports urbains et mobilités"
FINANCES	5 %
TRAVAUX	2 %
RESSOURCES HUMAINES	0,4 %
AFFAIRES GENERALES	3 %
INFORMATIQUE	2 %

Pour l'année 2021, le montant des charges à répartir pour le Budget Annexe « Transports urbains et mobilités » s'élève à 53 737 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les Instructions Comptables et Budgétaires M 14 et M 43,

Considérant que le Budget Principal supporte des charges salariales transversales en lieu et place du Budget Annexe Transports urbains et mobilités,

Considérant le coût salarial pour l'année 2021 des personnes concernées,

Considérant l'avis favorable de la Commission Finances du 17 novembre 2021,

Le Budget Annexe « Transports urbains et mobilités » se doit de rembourser au Budget Principal la somme de 53 737 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** le remboursement des charges 2021 ci-dessus mentionnées par le Budget Annexe « Transports urbains et mobilités » au Budget Principal pour la somme de 53 737 €.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Finances, à signer tout document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2021-212. Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilités » - Décision modificative N° 2 - Exercice 2021

Monsieur Philippe DELHOUME explique qu'il est nécessaire de modifier le Budget Principal afin qu'il corresponde à la réalité des actions de l'Agglomération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur expose que les décisions modificatives sont des documents budgétaires qui permettent d'ajuster les crédits votés précédemment, à la hausse comme à la baisse, et ceci pour les deux sections concernées soit le fonctionnement et l'investissement.

Pour le fonctionnement, l'ajustement des dépenses concerne l'augmentation des charges de personnel en raison de la fin de temps partiel de 2 agents, ces derniers étant repassés à 100% pour compenser l'absence pour congé maternité d'une de leur collègue.

Pour l'investissement, il s'agit de crédits pour l'achat de vélos à assistance électrique.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 1612-11,

Vu l'Instruction Budgétaire et Comptable M43,

Vu le budget primitif 2021 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités voté le 30 mars 2021, par délibération n°2021-33 du Conseil Communautaire,

Vu le compte administratif 2020 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités, voté le 8 juin 2021, par délibération n°2021-95 du Conseil Communautaire,

Vu la délibération n°2021-96 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 portant affectation des résultats de l'exercice 2020 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités,

Vu la délibération n°2021-97 du Conseil Communautaire en date du 8 juin 2021 approuvant la décision modificative n°1 du Budget annexe transports urbains et mobilité pour l'exercice 2021,

Considérant l'avis favorable de la commission Finances du 17 novembre 2021,

Le rapport ci-dessous expose les motifs,

DMSECTION DE FONCTIONNEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
012 - Charges de personnel	6411 - Salaires	+ 25 000 €	Passage à 100 % de 2 agents du service en 2021
011 - Charges à caractère général	618 - Divers	-25 000 €	Diminution de la réserve pour équilibrer la section de fonctionnement
TOTAL		0 €	

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES			
CHAPITRE	NATURE	MONTANT	COMMENTAIRES
21 - Immobilisations corporelles	2156 - Matériel de transport	+ 23 000 €	Achat de vélos

20 - Immobilisations incorporelles	2031 - Frais d'études	- 23 000 €	Etudes non réalisées en 2021
TOTAL		0 €	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** la décision modificative n°2 du Budget Annexe Transports Urbains et Mobilités pour l'exercice 2021, par chapitre pour la section de fonctionnement et par chapitre ou par opération pour la section d'investissement conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2021-213. Convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « prévoyance » pour les agents

Madame Marie-Line CHEMINADE précise que la convention actuelle prend fin au 31 décembre. Un appel d'offres a été lancé. La convention couvre les risques relatifs à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès. Territoria Mutuelle a présenté la meilleure offre, et la CDA va conventionner avec cette mutuelle du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2027. La CDA compte 350 adhérents, et abonde à hauteur de 7,62 euros par mois et par adhérent.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite obtenir des précisions concernant les bénéficiaires. Elle demande si les personnes sous contrats plus précaires et travaillant pour la CDA bénéficient de cette protection.

Madame Marie-Line CHEMINADE répond par la négative. Cette possibilité n'est pas permise.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que le décret du 8 novembre 2011 encadre la participation financière des employeurs à la Protection sociale de leurs agents. Il permet de mettre en place deux procédures exclusives, pour le risque Santé et/ou pour le risque Prévoyance : la labellisation et la convention de participation.

La CDA a fait le choix de la convention de participation et d'intervenir dans le volet prévoyance, qui vise à couvrir le risque relatif à l'incapacité de travail (maintien du traitement + régime indemnitaire), à l'invalidité (rente mensuelle complémentaire) et au décès (versement d'un capital aux ayants-droit).

Les bénéficiaires sont les fonctionnaires titulaires ou stagiaires, les agents non titulaires de droit public (CDI ou CDD avec ancienneté de minimum 6 mois).

Une consultation pour la conclusion d'une convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « prévoyance » pour les agents de la Communauté d'Agglomération de SAINTES a été menée.

Le Comité Technique, réuni le 15 octobre 2021, a émis un avis favorable sur la conclusion de la convention de participation avec l'entreprise TERRITORIA MUTUELLE, 54 rue de Gabiel, 79185 CHAURAY.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 22 bis qui indique que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Considérant que la convention de participation portant sur la protection sociale complémentaire prévoyance en vigueur arrive à son terme le 31/12/2021,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour la conclusion d'une convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « prévoyance »,

Considérant que la convention de participation est conclue à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2027,

Considérant que les garanties de base suivantes sont retenues, avec un taux de 1,88% :

-Décès : PTIA toutes causes : 100% du salaire de référence net annuel (tel que défini au cahier des clauses particulières)

-En cas de décès/ PTIA par accident : doublement du capital ci-dessus.

-En cas de décès/ PTIA par accident de circulation : triplement du capital ci-dessus.

-Indemnité journalière - franchise 90 jours cumulés : 95% du salaire net.

-Invalidité permanente : 95% du salaire net.

-Perte de retraite : 100% de la perte de retraite

Considérant que les garanties optionnelles sont les suivantes:

-Incapacité temporaire de travail (franchise fixe 90 jours cumulés) : 0,58%

-Incapacité temporaire de travail + invalidité / incapacité permanente : 0,97% incapacité temporaire de travail + décès /ptia : 0,97%

-Incapacité temporaire de travail + invalidité / incapacité permanente + décès /ptia / (avec doublement en cas d'accident / triplement si accident de circulation) : 1,36%

-Incapacité temporaire de travail + invalidité / incapacité permanente + minoration de retraite : 1,48%,

Considérant que la participation financière de l'établissement sera accordée exclusivement au contrat référencé,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « prévoyance » pour les agents de la Communauté d'Agglomération de SAINTES selon les éléments mentionnés ci-dessus avec la société TERRITORIA MUTUELLE, 54 rue de Gabiel, 79185 CHAURAY ainsi que tout autre document y afférent.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 59 Voix pour**
- 0 Voix contre**
- 0 Abstention**
- 0 Ne prend pas part au vote**

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

2021-214. Futur siège de la CDA - approbation d'avenants aux marchés de travaux (avenant 2 du lot n° 1 et avenant 3 du lot n° 4)

Monsieur Francis GRELLIER indique que l'avenant numéro 2 au lot 1 porte notamment sur un nettoyage de bambous empêchant de repeindre un pignon du bâtiment, une reprise du trottoir de la rue Fromentin et la démolition d'un mur mitoyen particulièrement dégradé.

L'avenant numéro 3 au lot 4 concerne des travaux en lien avec la partie gros-œuvre.

Ces avenants figureront sur la ligne « aléas et imprévus du chantier », et n'impacteront pas le montant prévisionnel global du projet.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a noté que le montant global ne variait pas. Concernant l'avenant numéro 3, il a relevé une augmentation de 7%, et s'en étonne car les montants ne correspondent pas.

Monsieur Francis GRELLIER explique que ce pourcentage tient également compte des avenants précédents.

Monsieur le Président rappelle qu'une subvention supplémentaire de 400 000 euros a été sollicitée et obtenue. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

RAPPORT

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a conclu des marchés de travaux autorisés par délibération n°2020-76 du conseil communautaire du 5 mars 2020 dans le cadre du projet de transfert de son siège, sis boulevard Guillet Maillet à Saintes.

La présente délibération concerne la passation de deux avenants aux marchés de travaux concernant le lot 1-VRD et le lot 4 - Démolitions gros œuvre.

En effet, des modifications se sont révélées nécessaires en cours de chantier au niveau de l'aménagement, ces dernières entraînent des travaux supplémentaires. Par ailleurs, afin de permettre une meilleure exécution du chantier et d'assurer la sécurité au niveau du mur mitoyen à la parcelle du 8 boulevard Guillet Maillet, d'autres travaux se sont révélés nécessaires.

Pour le lot n°1-VRD, il s'agit d'un avenant n°2 dont le montant en plus-value s'élève à 15 133,35 € H.T et porte le montant du marché à 188 480,15 € H.T (+9.86 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne la reprise du trottoir rue Fromentin côté futur siège (devis d'un montant de 8 458,35€ H.T), le nettoyage de bambous devant le mur mitoyen (devis d'un montant de 490,00 € HT), la démolition de ce dernier ainsi que l'abattage et le dessouchage d'arbres dans la cour intérieure du futur siège de la CDA de Saintes (devis d'un montant de 6 185,00 € H.T).

Pour lot n°4 -gros œuvre-démolition, il s'agit d'un avenant n°3 dont le montant en plus-value s'élève à 17 007,63 € H.T et porte le montant du marché à 843.142,09 € H.T (+7,41 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne les travaux supplémentaires nécessaires portant sur des modifications de l'aménagement du futur siège (devis d'un montant de 6 497,66 € H.T), ainsi que la réalisation d'un mur de clôture (devis d'un montant de 10 509,97€ H.T).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la commande publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu la délibération n°2017-125 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017, transmise en Sous-Préfecture le 17 juillet 2017, émettant un avis favorable sur le projet de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le bâtiment J de l'ancien siège de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente Maritime au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-98 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise en Sous-préfecture le 25 mai 2018, portant sur le lancement de consultations des marchés de maîtrise d'œuvre et

de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre du transfert des services administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2019-112 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2019, transmise en Sous-Préfecture le 1^{er} juillet 2019, validant l'Avant-Projet Sommaire (APS) du futur siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, autorisant l'équipe de maîtrise d'œuvre à poursuivre les études pour permettre le dépôt du permis de construire, et arrêtant l'enveloppe prévisionnelle des travaux à 4.684.200 € H.T. (valeur APS),

Vu la délibération n°2019-146 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2019, transmise en Sous-Préfecture le 8 octobre 2019, approuvant l'Avant-Projet Définitif (APD) du futur siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, autorisant l'équipe de maîtrise d'œuvre à poursuivre les études pour permettre la remise du projet (PRO) en octobre 2019 et le lancement de la consultation des entreprises, autorisant la SEMDAS à piloter les différentes missions à venir de l'équipe de maîtrise d'œuvre, portant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes à 5.860.000 € H.T. et arrêtant le coût prévisionnel des travaux au stade APD au montant de 4.684.000 € H.T. auquel s'ajoute l'option (PSE - Prestation Supplémentaire Eventuelle) de l'aménagement de placards à 131.200 € H.T.,

Vu la délibération n°2020-76 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020, transmise en Sous-préfecture le 12 mars 2020, attribuant les marchés de travaux aux entreprises et autorisant la SEMDAS à procéder à leur signature au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise en Sous-préfecture le 6 août 2020 portant délégation du Conseil au Président et notamment le point 4 : « prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; »

Vu la délibération n°2021-05 du Conseil Communautaire en date 26 janvier 2021, transmise en Sous-préfecture le 4 février 2021, autorisant la signature des avenants 1 des marchés de travaux des lots 1, 4 et 17,

Vu la délibération n°2021-42 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, transmise en Sous-Préfecture le 6 avril 2021, autorisant la signature de l'avenant 2 du marché de travaux du lot 4,

Considérant le projet d'avenant n°2 au lot 1- VRD dont le montant en plus-value s'élève à 15 133,35 € H.T et porte le montant du marché à 188 480,15 € H.T (+9.86 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne la reprise du trottoir rue Fromentin côté futur siège (devis d'un montant de 8 458,35€ H.T), le nettoyage de bambous devant le mur mitoyen (devis d'un montant de 490,00 € HT), la démolition de ce dernier ainsi que l'abattage et le dessouchage d'arbres dans la cour intérieure du futur siège de la CDA de Saintes (devis d'un montant de 6 185,00 € H.T),

Considérant le projet d'avenant n°3 au lot n°4 -gros œuvre-démolition dont le montant en plus-value s'élève à 17 007,63 € H.T et porte le montant du marché à 843.142,09 € H.T (+7,41 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne les travaux supplémentaires nécessaires portant sur des modifications de l'aménagement du futur siège (devis d'un montant de 6 497,66 € H.T), ainsi que la réalisation d'un mur de clôture (devis d'un montant de 10 509,97€ H.T).

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2021 au compte 238 opération 483,

Au vu des éléments qui précèdent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'avenant n°2 au marché de travaux du lot 1 - VRD n°2020-074 de l'entreprise GAUDY BONNEAU d'un montant en plus-value de 15 133,35 € H.T et portant le montant du marché à 188 480,15 € H.T (+9.86 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'approuver** l'avenant n°3 au marché de travaux du lot 4 - Démolition, gros œuvre n°2020-077 de l'entreprise ALM ALLAIN d'un montant en plus-value de 17.007,63 € H.T et portant le montant du marché à 843.142,09 € H.T (+7,41 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'autoriser** Monsieur le Président Directeur Général de la Société d'Économie Mixte pour le

Développement de l'Aunis et de la Saintonge, mandataire, à signer lesdits avenants ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

- **d'autoriser** Monsieur le Président de la CDA de Saintes à signer avec les propriétaires limitrophes tous documents nécessaires à la réalisation des travaux prévus dans les avenants ci-joints.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 58 Voix pour
- 0 Voix contre
- 1 Abstention (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE)
- 0 Ne prend pas part au vote

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Pascal GILLARD souhaite répondre au point soulevé par Monsieur Rémy CATROU. La mission du médiateur sera exécutée dans le cadre d'un groupement de commande, avec une convention qui liera les financeurs en vue d'une passation d'un marché public. L'État demeurera le coordinateur, mais la CDA fera appel à un prestataire.

Monsieur Rémy CATROU remercie pour ces précisions, et explique que son vote négatif ne vise pas à invalider le bien-fondé du poste. Le montage lui semble ubuesque.

Monsieur le Président indique que le prochain Conseil Communautaire aura lieu à Corme-Royal le mardi 14 décembre à 18 heures.

Monsieur Jean-Luc FOURRE souligne que les échanges ont été très intéressants, mais qu'il a parfois eu le sentiment d'assister au Conseil municipal de Saintes, et s'en agace. Il demande donc aux Conseillers communautaires qui sont Conseillers municipaux dans l'opposition à la ville de Saintes de traiter des questions qui relèvent du Conseil Municipal en Conseil Municipal.

A l'approche de Noël, il invite également M. le Président à acheter un micro à Mme BENCHIMOL-LAURIBE.

En l'absence d'autres questions, le Président clôt la séance à 21h05.

Le Secrétaire,